



2025
RAPPORT
FINANCIER
SEMESTRIEL

1	ATTESTATION DES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL ERAMET AU 30 JUIN 2025	5
----------	--	----------

2	RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2025	7
----------	--	----------

2.1	Note préliminaire	8
2.2	Présentation générale	8
2.3	Résultats du groupe du premier semestre 2025	8
2.4	Gestion des risques	15
2.5	États financiers de la société Eramet S.A	15
2.6	Perspectives	16

3	COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS CONDENSÉS AU 30 JUIN 2025	19
----------	---	-----------

3.1	Compte de résultat	20
3.2	État du résultat global	21
3.3	Tableau des flux de trésorerie	22
3.4	Bilan	23
3.5	Variation des capitaux propres	24
3.6	Notes annexes	25

4	RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2025	47
----------	--	-----------





1

Attestation des responsables du rapport financier semestriel Eramet au 30 juin 2025

Nous attestons qu'à notre connaissance les comptes semestriels consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels consolidés condensés, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principales incertitudes et des principaux risques pour les six mois restants de l'exercice.

À PARIS, LE 30 JUILLET 2025

NICOLAS CARRÉ

DIRECTEUR FINANCIER
EN CHARGE DES
SYSTÈMES
D'INFORMATION ET DES
ACHATS GROUPE

PAULO CASTELLARI

DIRECTEUR GÉNÉRAL





2

Rapport semestriel d'activité au 30 juin 2025

2.1	NOTE PRÉLIMINAIRE	8
2.2	PRÉSENTATION GÉNÉRALE	8
2.3	RÉSULTATS DU GROUPE DU PREMIER SEMESTRE 2025	8
2.3.1	Compte de résultat	9
2.3.2	Tableau de variation de l'endettement financier net	14
2.3.3	Capitaux propres part du groupe	14
2.3.4	Roce	14
2.4	GESTION DES RISQUES	15
2.5	ÉTATS FINANCIERS DE LA SOCIÉTÉ ERAMET S.A	15
2.6	PERSPECTIVES	16

2.1 Note préliminaire

Les lecteurs sont invités à lire les informations qui suivent, relatives à la situation financière et au résultat opérationnel de la Société avec les comptes semestriels consolidés condensés de la Société, les notes annexées aux comptes semestriels consolidés condensés pour la période close le 30 juin 2025 et toute autre information financière figurant dans le Document d'enregistrement universel 2024 déposé auprès de l'AMF le

3 avril 2025. Les comptes semestriels consolidés condensés de la Société ont été préparés conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Les informations qui suivent contiennent également des éléments prévisionnels reposant sur des estimations concernant l'activité future d'Eramet dont la réalisation pourrait se révéler significativement différente des résultats réels.

2.2 Présentation générale

Eramet, groupe minier et métallurgique mondial, est un acteur clé de l'extraction et de la valorisation de métaux (manganèse, nickel, sables minéralisés, Lithium). Le Groupe accompagne la transition énergétique en développant des activités à fort potentiel de croissance, telles que l'extraction et le raffinage du lithium, et le recyclage. Eramet se positionne comme le partenaire privilégié de ses clients des secteurs de la sidérurgie, l'aciérie inox, l'industrie des pigments, l'énergie, et les nouvelles

générations de batteries. En s'appuyant sur l'excellence opérationnelle, la qualité de ses investissements et le savoir-faire de ses collaborateurs, le Groupe déploie un modèle industriel, managérial et sociétal vertueux et créateur de valeur. Entreprise citoyenne et contributive, Eramet œuvre pour une industrie durable et responsable. Eramet compte près de 8 782 collaborateurs dans une vingtaine de pays.

2.3 Résultats du groupe du premier semestre 2025

Le chiffre d'affaires ajusté hors SLN⁽¹⁾ s'élève à 1 528 millions d'euros au premier semestre 2025, en baisse de 7 % (- 6 % à périmètre et change constants). Cette baisse reflète d'une part un effet volume négatif (- 3 %) pour les activités de manganèse et de nickel, partiellement compensé par la croissance des ventes de sables minéralisés, et d'autre part, un effet prix négatif (- 2%).

L'EBITDA ajusté hors SLN⁽²⁾ s'élève à 191 millions d'euros, en baisse de 45 %, reflétant :

- Une performance intrinsèque négative de - 117 millions d'euros, principalement liée à une forte baisse de la teneur en nickel conjuguée à une moindre productivité sur les nouveaux sites miniers à PT WBN (- 89 millions d'euros), une baisse des volumes (- 14 millions d'euros), ainsi qu'une hausse des autres coûts opérationnels, notamment du fait des difficultés logistiques rencontrées au Gabon et de la montée en puissance de Centenario (-39 millions d'euros combiné), partiellement compensée par une amélioration de la teneur en HMC⁽³⁾ des sables minéralisés (+ 21 millions d'euros) et des gains sur achats (+ 16 millions d'euros) ;
- Un impact négatif des facteurs externes de - 37 millions d'euros, compte tenu notamment de l'impact négatif du permis d'exploitation limité de PT WBN (- 36 millions d'euros), une hausse du coût des intrants (- 24 millions d'euros) et un effet change et inflation négatif (- 20 millions d'euros) partiellement compensé par un effet prix favorable lié aux primes plus élevées sur le minerai de PT WBN (+ 42 millions d'euros) ainsi que la baisse du coût du fret maritime (+ 20 millions d'euros).

Le résultat net part du Groupe s'établit à - 152 millions d'euros sur le premier semestre 2025, incluant la quote-part de résultat de PT WBN (36 millions d'euros) ainsi que les pertes liées à la SLN (- 51 millions d'euros). Le résultat net part du Groupe (hors SLN) s'établit à - 101 millions d'euros en recul de

132 millions d'euros, compte tenu principalement de la baisse de l'EBITDA, et de la contribution limitée de PT WBN.

Les investissements financés par le Groupe s'élèvent à 215 millions d'euros (contre 224 millions d'euros au premier semestre 2024) et comprennent 141 millions d'euros d'investissements de croissance, principalement en Argentine (64 millions d'euros) et au Gabon (57 millions d'euros) ; les investissements de maintenance s'élèvent à 74 millions d'euros.

Le Free Cash-Flow ajusté⁽⁴⁾ s'établit à - 266 millions d'euros. Il inclut les dividendes reçus de PT WBN à hauteur de 19 millions d'euros (en ligne avec la forte baisse de l'EBITDA), ainsi que des décaissements d'impôt de 120 millions d'euros, dont 92 millions d'euros versés à l'Etat gabonais au premier semestre, correspondant, d'une part, au versement du solde d'IS de l'année 2024 et, d'autre part, à un redressement fiscal au titre de la période 2019-2022.

En avril 2025, dans le cadre de l'accord de financement de la SLN signé avec Eramet en 2024, l'État français a souscrit à 100 millions d'euros de Titres Subordonnés à Durée Indéterminée (« TSDI ») supplémentaires, portant le total des financements reçus au titre de l'année 2025 à 238 millions d'euros (pour rappel, en décembre 2024, la SLN avait reçu par anticipation 138 millions d'euros pour financer une partie des pertes de 2025).

La dette nette du Groupe s'élève à 1 716 millions d'euros au 30 juin 2025, après décaissement lié au versement de dividendes au titre de 2024 aux actionnaires d'Eramet (- 43 millions d'euros) ainsi qu'aux actionnaires minoritaires de Comilog (- 55 millions d'euros). Retraite de la trésorerie nette de la SLN au 30 juin 2025 (90 millions d'euros), la dette nette du Groupe s'élève à 1 807 millions d'euros. Le ratio de levier ajusté⁽⁵⁾ affiche ainsi 2,7x.

La liquidité du Groupe, y compris les lignes de financement non tirées, reste élevée à 1,7 milliards d'euros au 30 juin 2025.

(1) Le chiffre d'affaires ajusté hors SLN correspond au chiffre d'affaires incluant la quote-part d'Eramet dans le chiffre d'affaires de PT Weda Bay Nickel et exclut également le chiffre d'affaires lié aux ventes de minerai de nickel et autres de la SLN, en tant que société standalone, car les pertes de l'entité sont intégralement financées par l'État français en 2024 et 2025

(2) L'EBITDA ajusté hors SLN correspond à l'EBITDA incluant la quote-part d'Eramet dans l'EBITDA de PT Weda Bay Nickel et exclut l'EBITDA de la SLN

(3) Heavy Mineral Concentrates

(4) Correspond au Free Cash-Flow net de (i) l'injection de capital de Tsingshan dans le projet Centenario pur l'année 2024 et (ii) du financement accordé par l'État français à la SLN (sous forme de Titres Subordonnés à Durée Indéterminée, « TSDI ») pour neutraliser la consommation de trésorerie de l'entité calédonienne

(5) Dette nette consolidée, retraitée de la trésorerie disponible apportée par l'État français (via TSDI) pour financer les pertes futures de la SLN, et rapportée à l'EBITDA ajusté

2.3.1 Compte de résultat

(en millions d'euros)	1 ^{er} semestre 2025	1 ^{er} semestre 2024	Exercice 2024
Chiffre d'affaires	1 404	1 452	2 933
EBITDA	71	102	371
Résultat opérationnel courant	(64)	(23)	97
Résultat opérationnel	(95)	(45)	51
Résultat net des activités poursuivies	(179)	(94)	(52)
Résultat net de la période	(179)	(94)	(52)
Résultat net – part du Groupe	(152)	(41)	14
Résultat de base par action (en euros)	(5,31)	(1,44)	(0,50)

2.3.1.1 Commentaires par Business Unit : chiffre d'affaires et résultat opérationnel courant

Manganèse

L'EBITDA de l'activité Manganèse s'établit à 197 millions d'euros sur le semestre, en baisse de - 12 % par rapport au premier semestre 2024.

- L'EBITDA de l'activité minerai est en baisse à 175 millions d'euros (- 6 %), impacté par la baisse des volumes vendus (- 8 %) tandis que le prix de vente moyen réalisé reste quasiment stable (- 1 % par rapport au premier semestre 2024, en ligne avec l'indice CIF Chine 44% décalé d'un mois et retraité de l'effet change).
- L'EBITDA de l'activité alliages affiche une baisse à 22 millions d'euros (- 44 %), reflétant le recul des volumes vendus (- 4 %) avec un mix produit favorable, conjugué à la hausse significative du coût du minerai consommé (+ 20 %)⁽¹⁾.

Tendances de marché et prix

La production mondiale d'acier au carbone, principal débouché du manganèse, affiche une baisse de près de 2 % à 958 Mt au premier semestre 2025.

La Chine, qui représente la moitié de la production mondiale d'acier, est en recul d'environ 3 % par rapport au premier semestre 2024, face à une demande domestique toujours en baisse et malgré la hausse continue des exports d'acier. La production en Inde (+ 8 %) et en Amérique du Nord (+ 2 %) est en hausse, en partie soutenue par les mesures protectionnistes annoncées, alors que l'Europe est en baisse (- 2 %) avec une demande toujours atone, dans un contexte macroéconomique incertain et face à la pression continue d'imports à prix compétitifs.

La consommation de minerai de manganèse progresse pour s'établir à 9,9 Mt-Mn au premier semestre 2025 (+ 4 %), tirée principalement par la demande liée à la production d'alliages de manganèse (près de 90 % de la consommation totale). Les stocks d'alliages de manganèse chez les producteurs chinois ont augmenté sur le semestre, dans un contexte local de baisse de la production d'acier.

La production de minerai de manganèse est en hausse à 10,1 Mt-Mn (+ 6 %), avec une forte progression sur le deuxième trimestre (+ 13 % par rapport au premier trimestre 2025). La production sudafricaine a été très soutenue sur le deuxième

trimestre (mois d'avril record), bénéficiant d'un niveau de fret maritime bas et d'une dépréciation du ZAR. En Australie, un producteur majeur (à l'arrêt depuis mars 2024) a repris ses exports en juin 2025. Ainsi, les volumes de minerai sudafricains et gabonais sont en hausse respectivement de 10 % et 7 % au premier trimestre, alors que les volumes australiens sont en recul de 40 % comparé au premier semestre 2024.

Le bilan offre / demande affiche un excédent sur le semestre. Les stocks de minerai aux ports chinois, après avoir atteint un point bas au premier trimestre, s'élèvent à 4,5 Mt fin juin (contre 3,7 Mt fin mars), équivalent à environ 9 semaines de consommation.

Au premier semestre 2025, l'indice de prix (CRU) du minerai de manganèse CIF Chine 44 % a atteint 4,6 \$/dmtu en moyenne (- 14 % par rapport au premier semestre 2024). Cette évolution reflète une base de comparaison défavorable compte tenu de la forte hausse du prix entre avril et juin 2024, avec un pic à 9 \$/dmtu. Les prix ont été sous pression au deuxième trimestre du fait de l'augmentation des volumes sudafricains et de la remontée des exports australiens en mai.

L'indice de prix (CRU) des alliages affinés en Europe (MC Ferromanganèse) est en baisse de 4 % par rapport au premier semestre 2024, avec une plus grande résilience par rapport à l'indice de prix des alliages standards (Silico-manganèse), en recul de 8 %. Cette baisse s'est accentuée en fin de semestre, le soutien indirect de potentielles mesures de sauvegarde concernant les ferroalliages par l'Union Européenne s'étant dissipé au cours du deuxième trimestre.

Activités

Au Gabon, les difficultés logistiques rencontrées au port d'Owendo depuis fin 2024 se sont améliorées de façon continue au deuxième trimestre, après avoir fortement contraint les expéditions et les ventes de minerai au premier trimestre. Les volumes de minerai vendu à l'externe ont ainsi progressé de 15 % au deuxième trimestre par rapport au premier trimestre pour atteindre 2,7 Mt au premier semestre 2025 (- 8 % par rapport au premier semestre 2024).

(1) Décalage de 5 à 6 mois entre la date d'achat et la date de consommation du minerai

La production de la mine s'établit à 3,5 Mt au premier semestre 2025 (+ 1 %), tandis que les volumes transportés reculent à 3,0 Mt (- 5 %), avec cependant une nette amélioration au deuxième trimestre (+ 20 % par rapport au premier trimestre, avec un mois de juin à 600 kt). Le transport ferroviaire reste le principal point de tension de la chaîne logistique, rappelant l'importance du programme de rénovation et de modernisation du Transgabonais actuellement en cours.

Le cash cost FOB⁽¹⁾ de l'activité minerai s'établit à 2,3 \$/dmtu sur le semestre (+ 14 % par rapport au premier semestre 2024), reflétant principalement la baisse des volumes vendus conjuguée à une hausse des coûts (principalement en raison des frais de réparation et maintenance des équipements, compte tenu des difficultés logistiques rencontrées sur la période). Les taxes et redevances minières (versées à l'État gabonais) s'établissent à 0,2 \$/dmtu au premier semestre 2025 (stable par rapport au premier semestre 2024). En revanche, les coûts de transport maritime à la tonne sont en baisse à 0,8 \$/dmtu (-18 %).

La production d'alliages s'établit à 322 kt sur le premier semestre 2025, en légère baisse (- 1 %), reflétant notamment un ajustement aux conditions de marché défavorables. Les ventes sont également en baisse (- 4 %), avec un mix produits moins favorable (50 % d'affinés).

La marge des alliages s'est fortement détériorée sur le semestre, compte tenu principalement de la hausse du coût moyen du minerai consommé par les usines (près de + 20%). Les autres coûts sont restés stables sur la période.

Perspectives

La production mondiale d'acier carbone devrait baisser au second semestre par rapport au premier semestre, en ligne avec la saisonnalité historique et la moindre demande. La poursuite du recul de la production en Chine devrait être partiellement compensée par une hausse dans le reste du monde, particulièrement en Inde. Eramet est bien implanté en Inde, qui devrait continuer à afficher une nette croissance de sa production d'acier grâce à de nouvelles capacités installées, aux investissements de l'Etat dans les infrastructures et à la croissance continue de la demande dans les autres secteurs consommateurs d'acier. L'offre de minerai devrait augmenter au second semestre avec le retour à plein régime du principal producteur australien sur le marché, en partie contrebalancée par un ajustement possible des exports sudafricains à la baisse.

Le consensus de marché se positionne actuellement à environ 4,6 \$/dmtu⁽²⁾ en moyenne pour le second semestre 2025, mais semble optimiste compte tenu du niveau actuel de l'indice CIF Chine 44% (4,2 \$/dmtu) et de la disponibilité de l'offre.

La demande pour les alliages de manganèse devrait baisser au second semestre en ligne avec la production d'acier, tandis que l'offre devait rester stable. Cependant, les flux de produits pourraient continuer à être perturbés par l'incertitude autour des mesures protectionnistes (en Europe et aux Etats-Unis en particulier). Les prix de vente des alliages sont attendus en baisse au second semestre comparé au premier semestre.

Compte tenu des difficultés logistiques rencontrées au premier semestre, l'objectif de volumes de minerai de manganèse transporté est ajusté entre 6,5 Mt et 7,0 Mt en 2025. L'objectif de cash cost FOB, confirmé à taux de change constant⁽³⁾, est revu à la hausse entre 2,1 et 2,3 \$/dmtu, afin de refléter l'évolution défavorable du consensus de taux de change €/\$.

Les investissements, visant principalement à pérenniser et à renforcer la capacité du transport ferroviaire, restent estimés à environ 130 millions d'euros en 2025.

Suite à l'annonce fin mai sur l'interdiction des exportations de manganèse brut à partir de 2029, Eramet a entamé des discussions avec le gouvernement gabonais afin d'étudier ensemble les options de transformation et valorisation du minerai qui pourraient être définies conjointement, dans un esprit collaboratif et de respect mutuel visant à construire un partenariat fondé sur des intérêts partagés.

Nickel

L'EBITDA ajusté hors SLN de l'activité Nickel s'élève à 51 millions d'euros (- 64 %) sur le premier semestre, en baisse de 64 % par rapport au premier semestre 2024.

La quote-part d'EBITDA de PT WBN (hors contrat d'off-take) atteint 55 millions d'euros (- 62 %), pénalisée par le recul des volumes vendus (- 8 %) avec un mix défavorable, la forte baisse de la teneur du minerai (près de - 20%) et la hausse des coûts opérationnels des nouvelles zones d'exploitation, partiellement compensés par la hausse des primes.

Tendances de marché et prix

La production mondiale d'acier inoxydable, principal débouché du nickel, est en hausse de plus de 3 % à 30,8 Mt au premier semestre 2025.

La production en Chine, qui représente plus de 60 % de l'offre mondiale, affiche également une progression de 4 % par rapport au premier semestre 2024, tirée par la consommation domestique et les exports en prévision de la mise en place des mesures douanières américaines annoncées ce semestre. Dans le reste du monde, la production a également augmenté de 3 %, alors que l'Indonésie a vu sa production reculer de 2 %.

La demande mondiale de nickel primaire progresse de 4 %, à 1,7 Mt-Ni au premier semestre 2025. Cette hausse est principalement tirée par la demande pour les batteries (+ 13 %) qui représente désormais près de 20 % de la demande totale. En parallèle, la demande dans l'acier inoxydable, qui constitue plus de 60 % de la demande mondiale, reste stable (+ 1 %).

La production mondiale de nickel primaire a augmenté de 10 %, pour atteindre 1,8 Mt-Ni. La croissance de l'offre de NPI⁽⁴⁾ (+ 13 %) et la montée en puissance des nouveaux projets, notamment HPAL⁽⁵⁾ (+ 56 %) en Indonésie, ont été partiellement compensées par la baisse de la production de NPI en Chine (- 15 %) et de la production traditionnelle de ferronickel (- 3 %).

Le bilan offre / demande (classes I et II⁽⁶⁾) reste excédentaire au premier semestre 2025. Les stocks visibles de nickel au LME et SHFE⁽⁷⁾ ont augmenté sur le semestre pour atteindre 229 kt-Ni à fin juin, équivalents à environ trois semaines de consommation.

(1) Cash cost "Free On Board", ie calculé hors coût du transport maritime, hors coûts marketing et hors taxes et redevances minières dont bénéficie l'Etat gabonais

(2) A juillet 2025

(3) 1,04 \$/€ selon consensus Bloomberg pour 2025 à fin février

(4) Nickel Pig Iron (« NPI »), fonte de nickel

(5) High Pressure Acid Leach : lixiviation par acide à haute pression

(6) Classe I : produit avec un contenu nickel supérieur ou égal à 99 % ; classe II : produit avec un contenu nickel inférieur à 99%

(7) LME : London Metal Exchange ; SHFE : Shanghai Futures Exchange

Au premier semestre 2025, la moyenne des cours au LME (cotation d'une partie du nickel de classe I) s'est établie à 15 372 \$/t, en forte baisse par rapport au premier semestre 2024 (- 12 %), reflétant un marché toujours excédentaire.

La moyenne de l'indice pour le prix du NPI⁽¹⁾ tel que vendu à Weda Bay s'est établie à 11 876 \$/t, stable par rapport au premier semestre 2024.

En Indonésie, l'indice officiel pour les prix domestiques du minerai de nickel haute teneur (« HPM », prix plancher mensuel FOB tel que défini par le gouvernement) s'établit en moyenne à 27 \$/th pour une teneur de 1,6 %⁽²⁾ au premier semestre 2025, en recul de 9 % (en ligne avec la tendance du prix du nickel au LME). Compte tenu de la limitation des permis par le gouvernement indonésien, l'offre domestique de minerai reste sous tension. Les primes sur le HPM se sont ainsi maintenues à des niveaux élevés pour les saprolites sur le semestre (proche de 60 %).

Activités

En Indonésie, sur le premier semestre, l'activité minière de PT WBN a été impactée par le démarrage de nouveaux sites de production et par des contraintes liées aux permis d'exploitation limités (révision du RKAB 2024-2026 par rapport à l'étude de faisabilité, combinée à la réduction de la surface du permis forestier 2024⁽³⁾).

Les ventes externes de minerai⁽⁴⁾ se sont établies à 11,0 Mth au premier semestre 2025 (- 8 % par rapport au premier semestre 2024), impactées par un mix produit défavorable. Les volumes vendus de saprolites ont représenté 8,3 Mth, en baisse de 22 % en partie compensé par l'augmentation des volumes de latérite (x 2 à 2,7 Mth). La consommation interne de l'usine de NPI a atteint 1,5 Mth sur le premier semestre 2025.

La teneur moyenne du minerai vendu a fortement baissé par rapport au premier semestre 2024 (de 2,0 % à 1,6% pour les saprolites), tandis que le taux d'humidité moyenne a augmenté (de l'ordre de 10 %). La baisse anticipée de la teneur du minerai dans les nouvelles zones mises en exploitation, conformément au plan minier, a été accentuée par une sélectivité du minerai moins efficace que prévu.

En parallèle, les coûts de production de la mine sont en hausse, reflétant une moindre productivité (augmentation du taux de décapage minier en particulier) et l'augmentation des distances de roulage.

Ces effets ont été partiellement compensés par la hausse des primes au cours du semestre.

La production de NPI de l'usine est en hausse de 21 % au premier semestre 2025 à 17,0 kt-Ni, compte tenu d'une bonne performance opérationnelle. Dans le cadre du contrat d'off-take (activité de négoce), les ventes de NPI s'établissent à 7,4 kt-Ni, en hausse de 27 %.

La contribution de PT WBN au FCF du Groupe a été limitée à hauteur de 19 millions d'euros de dividendes au premier semestre 2025, en lien avec la forte baisse de l'EBITDA sur la période.

Perspectives

En 2025, la consommation de nickel primaire devrait augmenter par rapport à 2024. La production d'acier inoxydable en Chine et en Indonésie restera le principal moteur de cette croissance, bien que potentiellement freinée au second semestre de l'année par la guerre commerciale et le ralentissement de la consommation domestique chinoise en l'absence de mesures de soutien. L'offre de nickel primaire devrait progresser également, soutenue par la croissance des projets HPAL en Indonésie dont la production est attendue en hausse de 20 % par rapport à 2024. La production des usines de NPI indonésiennes devrait cependant ralentir au second semestre 2025, en lien avec un ralentissement potentiel de la demande du secteur de l'inox en Chine et une disponibilité plus restreinte du minerai en Indonésie. Le marché du nickel devrait rester excédentaire, pour la quatrième année consécutive.

Dans ce contexte, le consensus de marché du LME s'établit actuellement à environ 15 540 \$/t sur le second semestre 2025.

Le RKAB octroyé en octobre dernier concernant la période 2024-2026 limitait les volumes de production et de vente de minerai de nickel de PT WBN à 32 Mth en 2025 (dont 3 Mth de consommation interne à destination de l'usine de NPI). Suite à la demande déposée par PT WBN, les autorités indonésiennes ont récemment octroyé un RKAB révisé pour 2025, portant les volumes totaux à 42 Mth, incluant 10 Mth supplémentaires de minerai de latérite (produit à plus faible marge), afin de soutenir la croissance de la production des usines HPAL d'IWIP. En conséquence, l'objectif de volume de minerai de nickel commercialisable est revu à la hausse entre 36 et 39 Mth pour l'année 2025.

La teneur moyenne du minerai de nickel vendu au second semestre devrait rester stable par rapport au premier semestre.

Les coûts de production de la mine devraient également rester plus élevés qu'en 2024 au second semestre, tandis que les royalties devraient augmenter par rapport au second semestre 2024, suite à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi fin avril (ces dernières sont désormais calculées selon un % variable indexé sur le prix du nickel au LME, avec un minimum à 14% contre 10% fixes auparavant⁽⁵⁾).

Dans un contexte de tension persistante sur l'offre et de conditions météorologiques défavorables, PT WBN devrait continuer de bénéficier de primes significatives sur le prix plancher référence HPM.

(1) Indice SMM NPI 8-12 %

(2) Pour un minerai à 35 % de taux d'humidité. Les prix indonésiens sont définis en fonction des conditions du marché domestique, mais avec un prix plancher mensuel basé sur le LME, conformément à une réglementation gouvernementale publiée en avril 2020

(3) PPKH : autorisation officielle, délivrée par le ministère indonésien des Forêts, qui permet l'utilisation temporaire de terrains forestiers appartenant à l'État pour des activités non forestières, telles que les opérations minières

(4) Aux usines présentes sur le parc industriel, autre que l'usine de NPI de la JV

(5) De 14 % à 19 % pour le minerai (vs. 10%) et de 4 % à 7 % pour le FeNi/NPI (vs. 2 %)

Sables Minéralisés

L'EBITDA de l'activité Sables Minéralisés s'élève à 53 millions d'euros sur le semestre, en hausse de 6 % par rapport au premier semestre 2024, tiré par la hausse des volumes de vente, dans un contexte de baisse des prix.

Tendances de marché et prix

La demande mondiale de zircon a montré des signes de stabilisation au deuxième trimestre 2025, bénéficiant notamment d'un effet de stockage préventif en anticipation des mesures douanières américaines. Cependant, la demande industrielle globale reste atone, impactée par l'incertitude macro-économique et la faiblesse de l'activité immobilière dans le monde. En parallèle, la production mondiale a augmenté du fait de la hausse de la production en Chine à partir de concentrés de minéraux lourds importés. Le marché est donc resté excédentaire, continuant de peser sur les prix.

Le prix du zircon premium s'établit ainsi à 1 770 \$/t FOB en moyenne au premier semestre 2025, en baisse de 8% par rapport au premier semestre 2024.

La demande mondiale de pigments $TiO_2^{(1)}$, principal débouché de produits titanifères⁽²⁾, est en recul sur la période, face à l'incertitude macroéconomique et la faiblesse de l'activité immobilière. En parallèle, l'offre mondiale de pigments TiO_2 est restée stable reflétant le maintien de la production des acteurs chinois afin d'absorber leurs coûts fixes.

Le prix de l'ilménite (voie chlorure) telle que produite par Eramet Grande Côte s'établit à 283 \$/t FOB au premier semestre 2025, en baisse de 6 %, compte tenu d'une augmentation de l'offre d'ilménite en Chine.

Activités

Au Sénégal, la production de sables minéralisés a fortement progressé, avec une hausse de 20 % sur le semestre (par rapport au premier semestre 2024) pour atteindre 489 kt, à la suite d'un deuxième trimestre record (253 kt produites). Cette progression reflète toujours une teneur moyenne en hausse de la zone exploitée.

En conséquence, les volumes produits d'ilménite progressent de 20 % par rapport au premier semestre 2024, à 304 kt, en ligne avec l'évolution de la production de sables minéralisés. Les ventes d'ilménite sont en hausse de 21 %, à 292 kt.

De la même manière, les volumes produits et vendus de zircon sont en hausse par rapport au premier semestre 2024, respectivement de 9 % à 35 kt, et de 13 %, à 33 kt.

Perspectives

Compte tenu du contexte macroéconomique, la demande des produits de sables minéralisés reste faible avec des perspectives de croissance limitées à court terme. La demande d'ilménite devrait diminuer au second semestre du fait du ralentissement attendu de la production de pigments TiO_2 en Chine liée à des exports contraints par des mesures d'antidumping, notamment en Inde, et une demande domestique stagnante. La demande de zircon devrait également ralentir au second semestre après le stockage préventif du premier semestre et la saisonnalité défavorable ; la demande serait cependant en très légère hausse sur 2025.

Les marchés du zircon et de l'ilménite devraient rester en surplus en 2025 du fait de la montée en puissance de la

production de nouveaux projets, et d'une demande stagnante. Les prix devraient rester sous pression, notamment pour le zircon en raison d'un déstockage de certains acteurs historiques.

Au Sénégal, la production de sables minéralisés en 2025 reste attendue en hausse à plus de 900 kt-HMC, continuant de bénéficier d'une teneur élevée dans les zones exploitées. Des investissements (environ 50 millions d'euros en 2025) sont en cours afin d'augmenter la capacité de production et d'accompagner la décarbonation des opérations.

Lithium

L'EBITDA de l'activité Lithium, dont la production a démarré fin décembre 2024, représente une perte de 37 millions d'euros sur le semestre en raison des délais dans la montée en cadence de l'usine, liés au retard pris par le fournisseur dans la mise en service de l'unité d'Évaporation Forcée.

Après avoir confirmé au premier trimestre le fonctionnement à l'échelle industrielle de la technologie d'extraction directe (« DLE ») développée par Eramet, un jalon clé a été franchi au deuxième trimestre avec la mise en service de cette unité, essentielle pour l'augmentation de la production de l'usine.

Tendances de marché et prix

Au premier semestre 2025 les ventes mondiales de véhicules électriques (« VE ») ont progressé de près de 30 % par rapport au premier semestre 2024, portées principalement par la dynamique du marché chinois, soutenue par des programmes de reprises de véhicules thermiques et une forte compétition sur le marché domestique, se traduisant par une baisse marquée des prix des nouveaux modèles électriques. Les ventes de VE en Chine affichent une solide croissance (+ 33 %) sur le semestre avec un taux de pénétration dépassant 50 % (+ 9 points par rapport au premier semestre 2024). L'Europe enregistre également une bonne performance (+ 23 % de ventes, avec un taux de pénétration de 26 %). À l'inverse, les États-Unis affichent une progression plus modérée (+ 4 % de ventes, avec un taux de pénétration stable).

Les installations de systèmes de stockage d'énergie stationnaire (« ESS ») sont également en hausse (+ 6 %) au premier semestre 2025, toutefois plus modérée qu'attendue, du fait d'une récente évolution réglementaire en Chine et d'un ralentissement dans la livraison de parcs ESS aux États-Unis.

La demande de lithium est en hausse à 685 kt-LCE au premier semestre 2025 (+ 29 %), tirée par la croissance des ventes de VE et le développement continu de l'ESS, principalement en Chine.

En parallèle, l'offre de lithium s'est établie à 726 kt-LCE (+ 21 % par rapport au premier semestre 2024), portée par l'augmentation de la production de lépidolite en Chine et la montée en puissance de nouvelles mines de spodumène (notamment au Mali et en Australie).

Le marché du Lithium reste ainsi en surplus au premier semestre 2025, maintenant une pression continue sur le prix du carbonate de lithium.

L'indice SMM qualité batterie (Ex-Works, Chine) s'est établi à 8 657 \$/t-LCE en moyenne au premier semestre 2025, en baisse de 33 %, tandis que l'indice Fastmarkets qualité batterie (CIF, Asie) recule également de 34 % à 9 197 \$/t-LCE

(1) Environ 90 % des débouchés des produits titanifères

(2) Laitier de titane, ilménite, leucoxène, rutile et rutile synthétique

(chutant à environ 8 100 \$/t-LCE fin juin).

Le prix de vente réalisé sur le marché chinois inclut une décote de qualité par rapport à l'indice ; celle-ci varie en fonction du niveau d'impuretés et correspond aux éventuels coûts de traitement nécessaires pour purifier le produit en qualité batterie.

Activités

En Argentine, l'usine de Centenario poursuit la montée en cadence de sa production de carbonate de lithium.

Les unités d'extraction directe de lithium (DLE) ont opéré à un rythme proche de leur rendement nominal et de leur débit sur le semestre, confirmant que la technologie DLE développée par Eramet fonctionne efficacement à l'échelle industrielle.

Au premier trimestre 2025, la montée en cadence globale de l'usine a été fortement retardée par un problème technique dans la mise en service d'un élément clé du processus de concentration (Évaporation Forcée), attribuable à un problème de conception du fournisseur. Au deuxième trimestre, l'équipe de mise en service de Centenario s'est mobilisée, en collaboration avec le fournisseur, sur la résolution de ce problème technique. L'unité d'Évaporation Forcée, essentielle pour permettre la montée en cadence de l'usine, a ainsi été mise en service en juin avec des premiers résultats satisfaisants. L'unité d'extraction du bore a également été mise en service sur le deuxième trimestre. L'ensemble des étapes clés du procédé de production de carbonate de lithium à partir de saumure, basé sur la technologie DLE, sont désormais opérationnelles.

Les volumes de carbonate de lithium produits ont ainsi été limités à 710 t-LCE sur le premier semestre, tandis que les volumes vendus ont atteint 520 t-LCE. Les ventes, réalisées principalement avec des fabricants de CAM en Chine, ont été fixées en fonction du prix de référence du marché chinois pour le carbonate de lithium de qualité batterie, moins les coûts de raffinage pour transformer le produit initial de qualité industrielle et technique en qualité batterie.

Le montant des capex de croissance financés par Eramet s'est élevé à 64 millions d'euros au premier semestre 2025.

Perspectives

La croissance de la demande de lithium devrait continuer à être tirée par les ventes de VE au second semestre 2025, en particulier en Chine, où le taux de pénétration devrait dépasser 55 % à la fin de l'année. Elle devrait également continuer à être soutenue par le déploiement croissant de systèmes ESS, qui accompagnent le déploiement de nouvelles capacités d'énergies renouvelables. La croissance en Chine, qui reste le premier marché pour l'ESS, devrait se poursuivre malgré les récentes évolutions réglementaires. Le développement de l'ESS devrait amplifier la demande de cathodes de chimie LFP à base de lithium, qui dominent déjà largement le secteur.

L'offre de lithium devrait continuer à se renforcer au second semestre avec la croissance de la production en Argentine et au Chili, l'augmentation de la production minière en Chine et la montée en puissance des deux nouvelles mines au Mali. La Chine devrait devenir le premier producteur mondial de lithium (devant l'Australie et le Chili).

Le marché devrait demeurer excédentaire et les prix rester sous pression. Le consensus de marché (carbonate de lithium qualité batterie, CIF Asie) se positionne actuellement à environ 9 300 \$/t-LCE en moyenne au second semestre 2025.

Sur le second semestre, les équipes d'Eramet se concentreront sur la poursuite de la montée en cadence de l'usine de Centenario et la progression vers la capacité nominale de l'usine (24 000 tonnes par an).

Le retard pris sur la mise en service de l'unité d'évaporation forcée au premier semestre a conduit par ailleurs à une révision à la baisse des volumes de production de carbonate de lithium, attendus entre 4 et 7 kt-LCE en 2025.

De plus, ce retard a également entraîné des coûts liés à davantage de travaux et de temps passé sur site par les prestataires. Les investissements sont ainsi attendus en hausse de 30 millions d'euros à environ 110 millions d'euros en 2025, dont environ 90 millions d'euros de capex de croissance et 20 millions d'euros de capex de maintenance.

2.3.1.2 Résultat net part du Groupe

Le résultat net part du Groupe s'établit à -152 millions d'euros au premier semestre 2025, en baisse de 111 millions d'euros par rapport à la perte de -41 millions d'euros pour la même période en 2024. Cette baisse s'explique principalement par la forte baisse de la teneur en nickel, par une moindre productivité sur les nouveaux sites miniers à PT WBN, par des difficultés logistiques au Gabon, et par la montée en puissance de Centenario en Argentine, éléments partiellement compensés par la baisse du fret maritime et de certains coûts d'achat.

Il inclut les éléments suivants :

- le résultat financier, à -75 millions d'euros au premier semestre 2025, en hausse de 11 millions d'euros par rapport à la même période en 2024 (- 86 millions d'euros) ;
- les impôts sur les résultats qui ressortent à - 45 millions d'euros au premier semestre 2025, contre -61 millions d'euros pour la même période en 2024 ;
- les intérêts minoritaires, à - 27 millions d'euros au premier semestre 2025, comparé à - 53 millions d'euros au premier semestre 2024, traduisant essentiellement les moindres pertes de la Société Le Nickel-SLN (44 % de minoritaires).

2.3.2 Tableau de variation de l'endettement financier net

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2025	1^{er} semestre 2024	Exercice 2024
Flux net de trésorerie généré par l'activité	(202)	(194)	(126)
Investissements industriels	(241)	(289)	(687)
Autres flux d'investissement	29	(38)	144
Dividendes et autres flux de financement (1)	1	418	14
Incidence des variations de cours des devises	(2)	8	(22)
Acquisition de droits d'utilisation IFRS 16	(5)	(1)	(6)
(AUGMENTATION)/DIMINUTION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	(420)	(97)	(683)
(Endettement financier net) d'ouverture	(1 297)	(614)	(614)
(Endettement financier net) de clôture	(1 716)	(711)	(1 297)

(1) dont 100 millions d'euros pour l'impact du TSDI (SLN) sur le premier semestre 2025 (656 millions d'euros en 2024)

L'endettement financier net au 30 juin 2025 s'élève à 1 716 millions d'euros contre 1 297 millions d'euros au 31 décembre 2024.

Le flux net de trésorerie généré par l'activité s'élève à -202 millions d'euros sur le premier semestre 2025, en baisse de -8 millions d'euros par rapport au premier semestre 2024, du fait de la forte baisse de l'Ebitda et des décaissements d'impôts.

Les investissements industriels s'élèvent à 241 millions d'euros sur le premier semestre 2025 contre 289 millions d'euros sur le premier semestre 2024.

Le *gearing* selon les covenants bancaires, correspondant au rapport entre l'endettement financier net selon les covenants bancaires et les capitaux propres du Groupe s'établit à 94 % au 30 juin 2025 contre 57 % au 31 décembre 2024. L'endettement financier net selon les covenants bancaires correspond à l'endettement financier net diminué de la dette IFRS 16 « location simple » et jusqu'en 2023, de la dette de la SLN envers l'État français.

2.3.3 Capitaux propres part du groupe

Les capitaux propres part du Groupe s'élèvent à 1 044 millions d'euros à fin juin 2025 contre 1 441 millions d'euros à fin décembre 2024.

Cette baisse s'explique notamment par le résultat négatif de la période, la variation des écarts de conversion, notamment liée au dollars, et la distribution de dividendes intervenue au premier semestre.

2.3.4 Roce

Le ROCE du Groupe au 30 juin 2025 s'établit à 2 %, (4 % au 30 juin 2024).

Le ROCE correspond au rapport entre le ROC sur 12 mois glissants et les capitaux employés du Groupe de l'année N-1. Les capitaux employés correspondent à la somme des

capitaux propres du Groupe, de l'endettement financier net, des provisions pour remises en état des sites, des provisions pour restructurations et risque sociaux, diminué des immobilisations financières, hors capitaux employés Weda Bay Nickel.

2.4 Gestion des risques

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour maîtriser son exposition aux risques de change, de taux et de matières premières. La gestion des principaux risques a été déléguée par le Comité Exécutif à la Direction Financière du groupe Eramet. Cette gestion est effectuée directement au niveau d'Eramet ou au travers de Metal Currencies créée spécifiquement pour gérer les couvertures du risque de change transactionnel du groupe Eramet.

Depuis 2024, le Groupe ne couvre plus le risque de change transactionnel (ventes et coûts) sur le couple EUR USD mais continue à couvrir le risque de change sur le couple EUR NOK.

Enfin, en 2023 le Groupe a initié une politique de couverture du risque de taux sur sa dette via des produits dérivés simples de type swap et cap.

La présentation de ces risques et leur appréhension par le Groupe sont détaillées dans le Document d'enregistrement universel 2024 au niveau de la note 9 « Instruments financiers et gestion des risques » de l'annexe aux comptes consolidés et du chapitre 4 « Facteurs de risques et environnement de contrôle ».

Une part conséquente des excédents de trésorerie des filiales est centralisée au niveau du Groupe à travers une filiale détenue à 100 % (Metal Securities).

Au premier semestre 2025, le rendement est d'environ 4,1 %. La trésorerie est gérée en 2025, comme les années précédentes, de façon prudente.

Le Groupe n'a pas identifié d'autres facteurs de risques au cours du premier semestre 2025, comme pour le deuxième semestre à venir.

2.5 États financiers de la société Eramet S.A

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2025	1er semestre 2024	Exercice 2024
Chiffre d'affaires	1 326	1 412	2 896
Résultat d'exploitation	(63)	(66)	(70)
Résultat financier	13	(1)	(27)
Résultat exceptionnel	2	-	8
Résultat net	(48)	(71)	(85)

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2025 s'élève à 1 326 millions d'euros, en baisse de 86 millions d'euros (soit 6,1 %) par rapport au premier semestre 2024. Cette diminution s'explique principalement par des volumes légèrement en retrait, notamment sur le minerai et les alliages de manganèse, alors que les prix de vente sont restés relativement comparables à ceux du premier semestre 2024.

Le résultat d'exploitation s'établit à - 63 millions d'euros au premier semestre 2025 contre - 66 millions d'euros au premier semestre 2024.

Le résultat financier du premier semestre 2025 s'établit à 13 million d'euros. Il est essentiellement constitué des dividendes perçus pour un montant de 51 millions d'euros, d'une reprise de provision pour écarts de change pour un montant de 40 millions d'euros et des charges d'intérêts sur la dette financière pour un montant de 73 millions d'euros.

Le résultat net ressort à - 48 millions d'euros au premier semestre 2025 contre - 71 millions d'euros au premier semestre 2024.

2.6 Perspectives

L'incertitude persiste sur l'ensemble des marchés avec la mise en place des droits de douane américains. Au premier semestre, la demande intérieure en Chine a été soutenue par des programmes de relance, ainsi que par une accélération des exportations en anticipation de nouvelles mesures douanières. Toutefois, les perspectives restent incertaines pour le second semestre. Ce contexte macroéconomique instable devrait maintenir une pression baissière sur la demande des différents marchés finaux du Groupe.

Les consensus de prix⁽¹⁾ et de taux de change⁽²⁾ pour le second semestre 2025 s'élèvent actuellement à :

- c.4.6 \$/dmtu en moyenne pour le minerai de manganèse (ainsi que pour l'année 2025), ce qui paraît ambitieux compte tenu du niveau actuel de l'indice CIF Chine 44%,
- c.15 540 \$/t (soit c.15 460 \$/t en 2025) pour le nickel au LME,
- c.9 300 \$/t-LCE (soit c.9 200 \$/t en 2025) pour le carbonate de lithium (qualité batterie, CIF Asie).
- 1,17 pour le taux de change €/€ (soit 1,13 en 2025).

Les prix de vente des alliages de Mn sont attendus en baisse au second semestre 2025. Les mesures protectionnistes considérées par les Etats-Unis et l'U.E. pourraient cependant générer de la volatilité selon les régions du monde. Les prix domestiques du minerai de nickel vendu en Indonésie, indexés sur le LME, évoluent en fonction de celui-ci et devraient continuer de bénéficier de primes significatives sur l'index HPM au second semestre 2025, soutenues par le contexte de marché local à Halmahera.

Les taux de fret, qui ont significativement augmenté en ce début de troisième trimestre du fait d'une disponibilité limitée de navires, pourraient rester plus élevés au second semestre 2025 par rapport au premier semestre. Néanmoins, les perspectives restent incertaines compte tenu notamment des négociations commerciales en cours et de la situation géopolitique au Moyen-Orient. Les coûts de l'énergie devraient légèrement baisser sur le second semestre 2025.

(1) Analyse Eramet sur la base d'un panel des principaux analystes sell-side et marché

(2) Moyenne 2025 calculée sur la base du taux réel au premier semestre et du consensus Bloomberg pour le second semestre (juillet 2025)



3

Comptes semestriels consolidés condensés au 30 juin 2025

3.1	COMPTE DE RÉSULTAT	20
3.2	ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL	21
3.3	TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE	22
3.4	BILAN	23
3.5	VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	24
3.6	NOTES ANNEXES	25

3.1 Compte de résultat

(en millions d'euros)	Notes	1 ^{er} semestre 2025	1 ^{er} semestre 2024	Exercice 2024
Chiffre d'affaires	3	1 404	1 452	2 933
Autres revenus		(24)	39	93
Matières premières et achats consommés		(482)	(534)	(971)
Charges externes		(502)	(542)	(1 063)
Coût du personnel		(303)	(303)	(588)
Impôt et taxes		(10)	(8)	(16)
Dotation aux amortissements d'exploitation		(124)	(120)	(248)
Variation nette des provisions et dépréciations d'exploitation		(24)	(7)	(43)
Résultat opérationnel courant	3	(64)	(23)	97
Autres éléments du résultat opérationnel	4	(31)	(22)	(46)
Résultat opérationnel		(95)	(45)	51
Coût de l'endettement net		(74)	(68)	(118)
Autres charges et produits financiers		(1)	(18)	(57)
Résultat financier		(75)	(86)	(175)
Quote-part dans les résultats des co-entreprises et entreprises associées		36	98	166
Impôts sur les résultats		(45)	(61)	(94)
Résultat net de la période		(179)	(94)	(52)
• Part des participations ne donnant pas le contrôle	4	(27)	(53)	(66)
• Part des propriétaires de la société mère		(152)	(41)	14
Résultat de base par action (en euros)		(5,31)	(1,44)	0,50
Résultat dilué par action (en euros) ⁽¹⁾		(5,31)	(1,44)	0,50

(1) Lorsque le résultat de base par action est négatif, le résultat dilué par action est réputé égal à ce dernier, les instruments étant alors considérés comme anti-dilutifs.

3.2 État du résultat global

(en millions d'euros)	1er semestre 2025	1er semestre 2024	Exercice 2024
Résultat net de la période	(179)	(94)	(52)
Écarts de conversion des états financiers des filiales en monnaie étrangère	(207)	153	183
Variation de la réserve de réévaluation des instruments financiers de couverture	(5)	(8)	(24)
Impôts sur les résultats	1	-	4
Éléments recyclables au compte de résultat	(211)	145	163
Réévaluation des engagements nets sur les régimes à prestations définies (1)	-	-	5
Impôts sur les résultats	-	-	-
Éléments non recyclables au compte de résultat	-	-	5
Autres éléments du résultat global	(211)	145	168
• Part des participations ne donnant pas le contrôle	0	70	52
• Part des propriétaires de la société mère	(211)	75	116
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL	(390)	51	116
• Part des participations ne donnant pas le contrôle	(27)	17	(14)
• Part des propriétaires de la société mère	(363)	34	130

(1) liée à l'évolution des taux entre le 31 décembre 2024 et le 30 juin 2025

3.3 Tableau des flux de trésorerie

(en millions d'euros)	Notes	1er semestre 2025	1er semestre 2024	Exercice 2024
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES				
Résultat net de la période		(179)	(94)	(52)
Charges et produits sans incidence sur la trésorerie		47	46	112
Marge brute d'autofinancement		(132)	(48)	60
Variation nette du besoin en fonds de roulement (BFR)	6	(70)	(146)	(185)
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles		(202)	(194)	(125)
OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT				
Acquisition d'immobilisations ⁽¹⁾	7	(227)	(305)	(602)
Variation nette des autres actifs financiers non courants		1	(44)	(27)
Cession d'immobilisations		0	0	3
Variation nette des actifs financiers courants	5	133	66	236
Augmentation de capital des co-entreprises		(1)	(0)	(0)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		19	35	114
Incidence des variations de périmètre		(2)	(13)	(30)
Flux de trésorerie nets liés aux opérations d'investissement		(77)	(260)	(306)
OPÉRATIONS DE FINANCEMENT				
Augmentation de capital souscrite par des minoritaires ⁽²⁾		100	167	439
Dividendes versés aux minoritaires		(55)	(30)	(39)
Païement des dividendes		(43)	(43)	(43)
Rachat d'actions propres		-	(1)	(5)
Émission de nouveaux emprunts	5	436	726	847
Remboursements d'emprunts	5	(121)	(281)	(482)
Remboursement des dettes sur obligations locatives	5	(10)	(9)	(20)
Variation des découverts bancaires		(12)	(3)	(29)
Autres variations ⁽³⁾		(3)	(38)	(680)
Flux de trésorerie nets liés aux opérations de financement		292	488	(12)
Incidence des variations de cours des devises		(49)	13	(10)
AUGMENTATION/(DIMINUTION) DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE		(36)	46	(453)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		631	1 084	1 084
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		595	1 130	631
• Dont, inclus dans les activités opérationnelles :				
Produits d'intérêts reçus		14	32	37
Charges d'intérêts payées (y compris charge IFRS 16)		(84)	(94)	(170)
Impôts payés		(115)	(69)	(138)

(1) Les biens en crédit-bail sont traités comme des achats en substances et donc comme des acquisitions d'immobilisations à la différence des autres contrats de location.

(2) correspond à l'impact du TSDI (SLN) en 2025 pour 100 millions d'euros (80 millions d'euros au semestriel 2024 et 330 millions d'euros pour l'exercice 2024)

(3) sur l'exercice 2024 comprend -663 millions d'euros d'impact correspondant au rachat des participations ne donnant pas le contrôle d'Eramine

3.4 Bilan

ACTIF

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30/06/2025	31/12/2024
Immobilisations incorporelles et goodwill	7	504	438
Immobilisations corporelles	7	2 856	2 846
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	7	53	55
Participations dans les co-entreprises et entreprises associées	7	360	389
Autres actifs financiers non courants		116	215
Impôts différés actifs		100	93
Autres actifs non courants		21	16
Actifs non courants		4 010	4 052
Stocks	6	666	692
Clients	6	189	217
Autres actifs courants		468	526
Créances d'impôt exigible		49	47
Instruments financiers dérivés actifs		20	17
Actifs financiers courants	5	151	282
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5	595	631
Actifs courants		2 138	2 412
TOTAL ACTIF		6 148	6 464

PASSIF

<i>(en millions d'euros)</i>	Notes	30/06/2025	31/12/2024
Capital		88	88
Primes		461	466
Réserve de rééval. des actifs financiers évalués en juste valeur par capitaux propres		7	7
Réserve de réévaluation des instruments de couverture		(14)	(10)
Réserve de réévaluation des engagements sur les régimes à prestations définies		(77)	(77)
Écarts de conversion		(562)	(355)
Autres réserves		1 141	1 321
Part des propriétaires de la société mère		1 044	1 441
Part des participations ne donnant pas le contrôle	4	716	698
Capitaux propres		1 760	2 139
Engagements liés au personnel		96	95
Provisions – part à plus d'un an	9	630	617
Impôts différés passifs		204	251
Emprunts – part à plus d'un an	5	2 020	1 829
Obligations locatives à plus d'un an	5	44	54
Autres passifs non courants		2	8
Passifs non courants		2 997	2 854
Provisions – part à moins d'un an	9	69	76
Emprunts – part à moins d'un an	5	386	322
Obligations locatives à moins d'un an	5	20	19
Fournisseurs	6	332	384
Autres passifs courants		475	557
Dettes d'impôt exigible		81	103
Instruments financiers dérivés passifs		27	10
Passifs courants		1 391	1 471
TOTAL PASSIF		6 148	6 464

3.5 Variation des capitaux propres

(en millions d'euros)	Nombre d'actions	Capital	Primes	Réserve de rééval. des actifs financiers évalués en juste valeur par capitaux propres	Réserve de rééval. des instruments de couverture	Réserve de rééval. des engagements sur les régimes à prestations définies	Écarts de conversion	Autres réserves	Part des propriétaires de la société mère	Part des participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Capitaux propres au 1er janvier 2024	28 755 047	88	466	7	10	(82)	(486)	1 597	1 600	394	1 994
Résultat net du premier semestre 2024								(41)	(41)	(53)	(94)
Autres éléments du résultat global				-	(8)	-	83	-	75	70	145
Résultat global total	-	-	-	-	(8)	-	83	(41)	34	17	51
Distribution de dividendes								(43)	(43)	(39)	(82)
Paielements en actions								5	5	-	5
Rachat d'actions propres								(1)	(1)	-	(1)
Opérations avec les participations ne donnant pas le contrôle ⁽²⁾								-	-	87	87
Autres mouvements								(1)	(1)	406	405
Total des transactions avec les actionnaires	-	-	-	-	-	-	-	(41)	(41)	453	413
Capitaux propres au 30 juin 2024	28 755 047	88	466	7	2	(82)	(403)	1 515	1 593	865	2 458
Résultat net du second semestre 2024								55	55	(13)	42
Autres éléments du résultat global					(11)	5	48	-	41	(18)	23
Résultat global total	-	-	-	-	(11)	5	48	55	96	(32)	65
Paielements en actions								5	5	-	5
Rachat d'actions propres								(4)	(4)	-	(4)
Opérations avec les participations ne donnant pas le contrôle ⁽²⁾								(255)	(255)	(386)	(641)
Autres mouvements								5	5	251	255
Total des transactions avec les actionnaires	-	-	-	-	-	-	-	(248)	(248)	(135)	(384)
Capitaux propres au 31 décembre 2024	28 755 047	88	466	7	(10)	(77)	(355)	1 321	1 441	698	2 139
Résultat net du premier semestre 2025								(152)	(152)	(27)	(179)
Autres éléments du résultat global					(4)	-	(207)	-	(211)	0	(211)
Résultat global total	-	-	-	-	(4)	-	(207)	(152)	(363)	(27)	(390)
Distribution de dividendes			(5)					(38)	(43)	(55)	(98)
Paielements en actions								4	4	-	4
Rachat d'actions propres								-	-	-	-
Opérations avec les participations ne donnant pas le contrôle								0	0	(0)	0
Autres mouvements ⁽¹⁾								4	4	100	104
Total des transactions avec les actionnaires	-	-	(5)	-	-	-	-	(29)	(34)	44	10
CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2025	28 755 047	88	461	7	(14)	(77)	(562)	1 141	1 044	716	1 760

(1) En 2025, les autres mouvements des Participations ne donnant pas le contrôle comprennent l'impact des TSDI de la SLN pour 100 millions d'euros (656 millions d'euros en 2024, dont 406 millions sur le 1er semestre)

(2) En 2024, les Opérations avec les Participations ne donnant pas le contrôle comprennent d'une part l'impact des augmentations de capital réalisées par le partenaire Tsingshan chez Eramine pour 109 millions d'euros et d'autre part l'impact du prix d'acquisition des titres d'Eramine rachetés à Tsingshan en octobre 2024 pour 663 millions d'euros

3.6 Notes annexes

Sommaire

3

NOTE 1	Faits marquants du premier semestre 2025	26	NOTE 7	Investissements	37
NOTE 2	Note Climat	28	NOTE 8	Impôts	39
NOTE 3	Performance opérationnelle des Activités du Groupe – Information sectorielle	29	NOTE 9	Provisions	40
NOTE 4	Autres éléments du résultat opérationnel et intérêts minoritaires	35	NOTE 10	Engagements hors bilan, autres engagements, passifs éventuels et autres informations	41
NOTE 5	Endettement financier net et capitaux propres	36	NOTE 11	Événements postérieurs à la clôture	43
NOTE 6	Besoin en fonds de roulement	37	NOTE 12	Base de préparation des comptes semestriels consolidés condensés	43

Eramet est une société anonyme de droit français, à Conseil d'administration, régie par les dispositions des articles L. 225-17 et R. 225-1 et suivants du Code de commerce, ainsi que par les dispositions de ses statuts. Conformément à la loi, le contrôle légal de la Société est assuré par deux Commissaires aux comptes.

Le groupe Eramet est présent au travers de ses filiales et participations sur les marchés d'extraction minière et de production autour du nickel, du manganèse, des sables minéralisés et du lithium et sur les marchés de production d'alliages de manganèse et de nickel sur lesquels il occupe des positions leader.

Les comptes semestriels consolidés condensés du groupe Eramet du premier semestre 2025 ont été arrêtés par le Conseil d'administration d'Eramet en date du 30 juillet 2025.

NOTE 1 Faits marquants du premier semestre 2025

Lithium en Argentine

Le 24 décembre 2024, l'usine de Centenario a réalisé sa première production de carbonate de lithium en Argentine.

En Argentine, l'usine de Centenario poursuit la montée en cadence de sa production de carbonate de lithium. Les unités d'extraction directe de lithium (DLE) ont continué d'opérer à un rythme proche de leur rendement nominal et de leur débit, confirmant que la technologie DLE développée par Eramet fonctionne efficacement à l'échelle industrielle.

Sur le premier semestre 2025, Eramine s'est concentrée, d'une part, sur la mise en service de l'unité d'extraction du bore, et d'autre part, en collaboration avec le fournisseur d'équipement d'évaporation forcée, sur la résolution du problème technique dans le processus de concentration, élément essentiel pour permettre la montée en cadence de l'usine. L'unité a été mise en service en juin avec des premiers résultats satisfaisants. L'ensemble des étapes clés du procédé sont désormais opérationnels.

Les volumes de carbonate de lithium produits ont été limités à 710 t-LCE sur le semestre, tandis que les volumes vendus ont atteint 520 t-LCE. Les ventes, réalisées principalement avec des fabricants de CAM en Chine, ont été fixées en fonction du prix de marché chinois pour le carbonate de lithium de qualité batterie, moins les coûts de raffinage pour transformer le produit initial de qualité industrielle et technique en qualité batterie.

Le montant des capex s'est élevé à 64 millions d'euros au premier semestre 2025 portant le projet à 950 millions de dollars.

L'usine de Centenario est conçue pour extraire et produire 24 000 t/an de carbonate de lithium de qualité batterie et, à pleine capacité, devrait se situer dans le premier quartile de la courbe des coûts de l'industrie du lithium. Les ressources minérales drainables du salar de Centenario-Ratones s'élèvent à plus de 15 Mt d'Équivalent en Carbonate de Lithium (« LCE »), avec une concentration moyenne de 407 mg/L de lithium contenu dans la saumure.

Lithium au Chili

Suite à l'acquisition fin 2023 de concessions minières couvrant un ensemble de salars de lithium dans la région d'Atacama au Chili, et dans le cadre d'un appel d'offres lancé par Enami (société d'état chilienne détenant les droits d'exploration et d'extraction sur les salars situés au sein de ces concessions), Eramet a remis une offre engageante en avril portant sur les modalités d'un partenariat qui permettrait au projet Altoandinos d'avancer dans les études en vue de son développement ultérieur. Ce projet consiste dans l'exploration, le développement et l'exploitation future des salars de La Isla, Aguilar et Grande Salar dont Eramet détient les concessions, et s'appuierait sur la technologie

avancée de DLE développée par le Groupe, qui permet de produire un carbonate de lithium durable et très performant, adapté aux batteries des véhicules électriques.

En mai, Enami a annoncé son intention de s'associer à Rio Tinto pour ce projet. Eramet, en tant que propriétaire des concessions, et fort d'une expertise reconnue dans la technologie de DLE, estime pouvoir apporter une réelle valeur ajoutée au projet Altoandinos. Le Groupe poursuit ses échanges avec les parties prenantes concernées au Chili afin d'explorer les modalités de sa contribution au projet et de maximiser la création de valeur générée par ses concessions.

Annnonce du gouvernement gabonais sur l'interdiction des exportations de manganèse brut à partir de 2029

Suite à l'annonce fin mai sur l'interdiction des exportations de manganèse brut à partir de 2029, Eramet a entamé des discussions avec le gouvernement gabonais afin d'étudier ensemble les options qui pourraient être envisagées, dans

un esprit collaboratif et de respect mutuel visant à construire un partenariat fondé sur des intérêts partagés.

Développement de l'industrie de transformation du nickel en Indonésie : Danantara Indonesia et INA annoncent un partenariat stratégique avec Eramet

L'Agence indonésienne de gestion des investissements, Danantara Indonesia, et l'Autorité indonésienne des investissements (INA) ont annoncé la signature d'un protocole d'accord avec la société minière française Eramet afin d'étudier

la création d'une plateforme d'investissement stratégique dans le secteur du nickel, couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur, de l'extraction à la transformation industrielle.

Poursuite des difficultés opérationnelles et financières au niveau de la SLN en Nouvelle-Calédonie dans une situation sociétale très instable

En Nouvelle-Calédonie, l'activité continue d'être fortement impactée par la situation sociétale. Les sites de Thio et Kouaoua n'ont toujours pas repris leurs activités.

La production minière de la SLN s'est établie à 1,4 Mth au premier semestre 2025, quasiment stable par rapport à l'année dernière. De la même manière, les exports de minerai de nickel de la SLN restent également contraints sur le premier semestre 2025, s'établissant à 0,4 Mth, en baisse de 10 % par rapport au premier semestre 2024.

En conséquence, la SLN a généré un free cash flow négatif de -148 millions d'euros sur le premier semestre 2025.

Devant la situation de trésorerie critique depuis la clôture de l'exercice 2023, et suite à la décision d'Eramet de ne plus financer le déficit de sa filiale calédonienne, un accord a été signé entre Eramet et l'Etat français en avril 2024. La première partie de cet accord a été la conversion des prêts existants en une souscription par les deux parties d'obligations subordonnées à durée indéterminée à taux fixe, « TSDI », émises par la SLN. Ces prêts ainsi convertis représentaient 332 millions d'euros pour la part Eramet et 266 millions d'euros pour la part Etat au 31 décembre 2023, soit un total de 598 millions d'euros. Dans la continuité de cet accord, et Eramet ayant réitéré sa décision de poursuivre son soutien opérationnel mais de ne pas apporter de nouveau financement à la SLN, l'Etat a

intégralement souscrit les financements complémentaires nécessaires pour couvrir les besoins financiers de la SLN, par l'intermédiaire également de nouveaux TSDI émis par la SLN, pour un montant total de 390 millions d'euros à fin 2024. Un nouveau programme de TSDI de 100 millions d'euros a été souscrit par l'Etat en avril 2025, portant le montant total souscrit à 490 millions d'euros à fin juin 2025.

Ce soutien financier devrait permettre à l'entité calédonienne de poursuivre son activité en 2025. Les garanties accordées temporairement par Eramet, pour le compte de sa filiale et dans le cadre de l'exploitation de l'usine de Doniambo ainsi que pour les sites miniers situés en province Sud ont été prolongées jusqu'au 31 décembre 2025 pour un montant total de 49,5 millions d'euros. Les garanties concernant les autres sites miniers ont été mises en place jusqu'à la fin des permis d'exploitation directement par la SLN sous la forme de dépôt de garantie, à hauteur de 39,5 millions d'euros.

Comptablement, les obligations subordonnées à durée indéterminée à taux fixe, « TSDI » émises par SLN et souscrites par l'Etat français constituent un instrument assimilé à des capitaux propres et sont comptabilisées sur la ligne intérêts minoritaires dans les comptes consolidés du Groupe à hauteur de 756 millions d'euros au 30 juin 2025 (656 millions au 31 décembre 2024).

Financement

Emprunt obligataire

Eramet a réalisé en mai une émission obligataire liée au développement durable (« *sustainability-linked bonds* »), pour un montant de 100 millions d'euros assorti d'un coupon annuel de 6,5%, assimilable à la souche obligataire émise pour 500 millions d'euros en mai 2024, déjà sous forme de sustainability link bonds, et à échéance 30 novembre 2029.

Le produit net de l'Emission Obligataire sera utilisé pour les besoins généraux d'Eramet.

Ce placement porte ainsi le montant nominal de ces obligations à échéance 2029 à un total de 600 millions d'euros, d'une durée résiduelle de 4,5 ans et assorti d'un coupon annuel de 6,5%.

Il est lié à deux objectifs de performance durable, qui seront évalués au 31 décembre 2026 par rapport aux performances de l'année 2019 :

- réduction de 37 % de l'intensité d'émissions annuelles des gaz à effet de serre (scope 1 et scope 2) du Groupe, et
- augmentation à 67 % de la part (en termes d'émissions) de ses fournisseurs et de ses clients ayant des objectifs de décarbonisation cohérents avec le scénario « *well-below 2°C* » de l'accord de Paris.

La maturité moyenne de l'ensemble de la dette obligataire, d'un nominal de 1 100 millions d'euros, s'établit désormais à environ à 3,8 ans (contre 3,2 ans au 31 décembre 2024).

L'emprunt Glencore a été souscrit pour sa totalité en février 2025 pour un montant de 320 millions de dollars.

NOTE 2 Note Climat

Décarbonation

Environ 90% des émissions de gaz à effet de serre d'Eramet (Scope 1 & 2) sont liés à ses activités pyro-métallurgiques de transformation du minerai de manganèse et de nickel.

Eramet s'est fixé pour objectif de réduire de 40 % ses émissions en 2035 par rapport à 2019. Un programme d'actions a été conçu pour atteindre cet objectif ; il se concentre notamment sur les activités pyrométallurgiques.

Les principaux projets sont les suivants :

- Le sourcing ou la production d'électricité décarbonée, avec l'étude de l'achat d'électricité renouvelable pour le site de Marietta (USA).
- Les actions d'efficacité énergétique, avec notamment la production d'électricité à partir des gaz d'exhauste dans la production d'alliages de Manganèse. L'investissement a été réalisé et l'installation a été mise en service au cours du premier semestre 2025.
- Le remplacement des carbo-réducteurs fossiles par des biocarbones issus de biomasse (alliages de manganèse).
- Le déploiement (étude de faisabilité en cours) d'un système de capture, liquéfaction, transport et stockage de CO₂ sur le site de Sauda (Norvège).

Concernant les activités minières, qui contribuent à hauteur d'environ 10% aux émissions de gaz à effet de serre du groupe, d'autres initiatives de décarbonation sont également en cours ou à l'étude, avec notamment la production d'électricité d'origine photovoltaïque sur nos sites au Sénégal.

Ces projets sont intégrés à la planification long terme d'Eramet, et sont pris en compte dans l'évaluation des actifs pyrométallurgiques (avec notamment la prise en considération d'un prix interne du carbone dans les CAPEX, à 100 €/t).

Impacts du changement climatique

En 2023, Eramet a mis à jour l'analyse du risque stress-hydrique pour l'ensemble de ses sites en utilisant Aqueduct 4.0 Water Risk Atlas. Cet outil mis à disposition par le World Resources Institute's (WRI) cartographie et analyse les risques liés à l'eau, actuels et futurs, en fonction de scénarios du changement climatique et socioéconomiques et de la localisation des activités. Le Water Risk Atlas mis à jour en 2023 utilise un modèle hydrologique mondial appelé PCR-GLOBWB 2 pour générer de nouveaux ensembles de données sur l'approvisionnement et l'utilisation de l'eau dans les sous-bassins. Le Water Stress mesure le ratio entre la demande totale en eau et les réserves renouvelables d'eau de surface et d'eau souterraine disponibles.

L'analyse intègre la situation actuelle et les projections d'évolutions à 2030 et 2050 pour 3 scénarios socio-économiques et climatiques (business-as-usual SSP 3 RCP 7.0, optimiste SSP 1 RCP 2.6 et pessimiste SSP 5 RCP 8.5).

Le résultat de cette analyse fait apparaître un risque faible sur tous les sites du groupe exceptés :

- Les sites français (centre de recherche de Trappes et l'usine Comilog Dunkerque) qui présentent actuellement un niveau de risque faible à moyen mais avec une évolution attendue à l'horizon 2050 vers un risque moyen à élevé pour le scénario SSP1 RCP 2.6.
- Le site de GCO au Sénégal présente dès 2023 un risque de stress hydrique élevé. Ce risque augmente à partir de 2030 ou 2050 selon les scénarios envisagés vers un niveau de risque très élevé.

Pour compléter cette analyse, le groupe a lancé cette année une mise à jour des risques physiques liés au changement climatique incluant l'ensemble des risques climatiques (inondations, vagues de chaleur, sécheresses, tempêtes,...) selon différents scénarios. Cette étude est en cours avec une finalisation attendue d'ici la fin de l'année.

NOTE 3 Performance opérationnelle des Activités du Groupe – Information sectorielle

Réconciliation de l'EBITDA des indicateurs financiers publiés

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2025	1er semestre 2024	Exercice 2024
Chiffre d'affaires	1 404	1 452	2 933
Autres revenus	(24)	39	93
Matières premières et achats consommés	(482)	(534)	(971)
Charges externes	(502)	(542)	(1 063)
Coût du personnel	(303)	(303)	(588)
Impôt et taxes	(10)	(8)	(16)
Variation nette des dépréciations sur actif circulant	(13)	(2)	(16)
EBITDA	71	102	371
Dotations aux amortissements d'exploitation	(124)	(120)	(248)
Variation nette des provisions et dépréciations d'exploitation (hors actif circulant)	(10)	(5)	(27)
Résultat opérationnel courant	(64)	(23)	97
Autres éléments du résultat opérationnel	(31)	(22)	(46)
Résultat opérationnel	(95)	(45)	51
Coût de l'endettement financier	(74)	(68)	(118)
Autres charges et produits financiers	(1)	(18)	(57)
Résultat financier	(75)	(86)	(175)
Quote-part dans les résultats des co-entreprises et entreprises associées	36	98	166
Impôts sur les résultats	(45)	(61)	(94)
Résultat net de la période	(179)	(94)	(52)
Part des minoritaires	(27)	(53)	(66)
Part du Groupe	(152)	(41)	14

Indicateurs de performance

(en millions d'euros)	Direction des Opérations					Holding, éliminations, retraitements et autres entités	Total des activités poursuivies hors SLN	SLN	Total des activités
	Manganèse	Nickel	Sables Minéralisés	Lithium					
1ER SEMESTRE 2025									
Chiffre d'affaires	949	75	135	4	209		1 372	32	1 404
EBITDA	197	(4)	53	(37)	(73)		136	(65)	71
Résultat opérationnel courant	96	(4)	36	(41)	(78)		9	(73)	(64)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	153	4	14	(67)	(176)		(72)	(130)	(202)
Investissements industriels (incorporels et corporels)	105	0	28	92	4		230	11	241
1ER SEMESTRE 2024									
Chiffre d'affaires	996	62	141	-	217		1 418	34	1 452
EBITDA	225	(2)	50	(11)	(63)		200	(98)	102
Résultat opérationnel courant	137	(2)	33	(11)	(69)		88	(111)	(23)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	136	(20)	31	(44)	(215)		(112)	(82)	(194)
Investissements industriels (incorporels et corporels)	126	1	15	134	5		280	9	289
EXERCICE 2024									
Chiffre d'affaires	2 025	138	311	-	405		2 879	54	2 933
EBITDA	563	(5)	120	(26)	(110)		542	(171)	371
Résultat opérationnel courant	354	(5)	87	(26)	(128)		281	(184)	97
Flux net de trésorerie généré par l'activité	364	(202)	110	(99)	(293)		(121)	(4)	(125)
Investissements industriels (incorporels et corporels)	273	28	59	327	11		698	(12)	687

Indicateurs de performance ajustés, hors SLN

Ces indicateurs ajustés, hors SLN, sont présentés afin de permettre une meilleure compréhension de la performance opérationnelle sous-jacente des activités du groupe, et concernent exclusivement la BU nickel.

(en millions d'euros)	1er semestre 2025	1er semestre 2024	Exercice 2024
Chiffre d'affaires	1 404	1 452	2 933
Quote-part de chiffre d'affaires des co-entreprises et entreprises associées :			
• PT Weda Bay (38,7 %)	156	222	498
Chiffre d'affaires ajusté	1 560	1 674	3 431
Chiffre d'affaires SLN	32	34	54
CHIFFRE D'AFFAIRES AJUSTÉ HORS SLN	1 528	1 640	3 377

Le chiffre d'affaires ajusté correspond au chiffre d'affaires incluant la quote-part d'Eramet dans le chiffre d'affaires de PT Weda Bay (38,7 %), ajusté de l'off-take entre Eramet et PT Weda Bay.

(en millions d'euros)	1er semestre 2025	1 ^{er} semestre 2024	Exercice 2024
EBITDA	71	102	371
EBITDA des co-entreprises et entreprises associées :			
PT Weda Bay (38,7 %)	55	145	271
EBITDA Ajusté	126	247	642
EBITDA SLN	(65)	(98)	(171)
EBITDA AJUSTÉ HORS SLN	191	345	814

L'EBITDA ajusté correspond à l'EBITDA du groupe Eramet ajusté de la quote-part d'Eramet (38,7 %) dans l'EBITDA réalisé par PT Weda Bay.

(en millions d'euros)	1er semestre 2025	1er semestre 2024	Exercice 2024
Résultat opérationnel courant du Groupe	(64)	(23)	97
Résultat opérationnel courant SLN	(73)	(111)	(184)
Résultat opérationnel courant (hors SLN)	9	88	281

(en millions d'euros)	1er semestre 2025	1er semestre 2024	Exercice 2024
Résultat net Groupe - Part du groupe	(152)	(41)	14
Résultat net - Part du groupe SLN	(51)	(72)	(130)
Résultat net Groupe (hors SLN) - Part du groupe	(101)	31	144

(en millions d'euros)	1er semestre 2025	1er semestre 2024	Exercice 2024
Free Cash Flow	(414)	(521)	(669)
Retraité des éléments suivants :			
(1) Injection de capital de Tsingshan dans le projet Centenario	-	85	104
(2) Financement accordé par l'État français à la SLN (TSDI) pour neutraliser la consommation de trésorerie de l'entité calédonienne en 2024	148	145	257
Free Cash Flow ajusté	(266)	(291)	(308)

Chiffre d'affaires, investissements industriels et actifs non courants par zone géographique

(en millions d'euros)	France	Europe	Amérique du Nord	Chine	Autres Asie	Océanie	Afrique	Amérique du Sud	Total
CHIFFRE D'AFFAIRES (DESTINATION DES VENTES)									
1^{ER} SEMESTRE 2025	24	350	50	334	408	8	40	189	1 404
1 ^{er} semestre 2024	19	388	70	345	408	17	51	154	1 452
Exercice 2024	34	764	52	696	855	24	100	408	2 933
INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS (INCORPORELS ET CORPORELS)									
1^{ER} SEMESTRE 2025	6	18	1	-	0	11	112	92	241
1 ^{er} semestre 2024	19	14	2	-	1	9	110	134	289
Exercice 2024	32	34	3	-	1	15	274	328	687
Actifs non courants (hors impôts différés)									
30 JUIN 2025	216	343	59	-	360	89	1 905	938	3 910
Exercice 2024	316	332	70	-	389	99	1 881	872	3 959

Indicateurs de performance consolidés

Les informations sectorielles sont complétées par les principaux indicateurs de performance consolidés suivis par le Comex. Ces indicateurs sont issus du reporting du Groupe et utilisés pour la communication financière des résultats et de la performance du Groupe.

Compte de résultat

<i>(en millions d'euros)</i>	1er semestre 2025	1er semestre 2024	Exercice 2024
Chiffre d'affaires	1 404	1 452	2 933
EBITDA	71	102	371
Amortissement sur actif immobilisé	(124)	(120)	(248)
Provisions pour risques et charges	(10)	(5)	(27)
Résultat opérationnel courant	(64)	(23)	97
Dépréciations d'actifs	(2)	(9)	(13)
Autres produits et charges opérationnels	(29)	(13)	(32)
Résultat opérationnel	(95)	(45)	51
Résultat financier	(75)	(86)	(175)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	36	98	166
Impôts sur les résultats	(45)	(61)	(94)
Résultat net de la période	(179)	(94)	(52)
Part des minoritaires	(27)	(53)	(66)
PART DU GROUPE	(152)	(41)	14
Résultat de base par action (en euros)	(5,31)	(1,44)	0,50

Tableau de flux de l'endettement financier net

(en millions d'euros)	1er semestre 2025	1er semestre 2024	Exercice 2024
Activités opérationnelles			
EBITDA	71	102	371
Impact trésorerie des éléments sous l'EBITDA	(202)	(150)	(311)
Marge brute d'autofinancement	(132)	(48)	60
Variation de BFR	(70)	(146)	(186)
Flux net de trésorerie générée par l'activité (A)	(202)	(194)	(126)
Opérations d'investissement			
Investissements industriels	(241)	(289)	(687)
Autres flux d'investissements	29	(38)	144
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	(212)	(327)	(543)
Flux net de trésorerie lié aux opérations sur fonds propres ⁽¹⁾	1	418	14
Incidence des variations de cours des devises et autres	(2)	8	(22)
Acquisition de droits d'utilisation IFRS 16	(5)	(1)	(6)
(AUGMENTATION)/DIMINUTION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	(420)	(97)	(683)
(Endettement financier net) d'ouverture	(1 297)	(614)	(614)
(Endettement financier net) de clôture	(1 716)	(711)	(1 297)
Free cash flow (A) + (B)	(414)	(521)	(669)

(1) dont 100 millions d'euros de l'impact du TSDI (SLN) en 2024 (406 millions d'euros au semestriel 2024 et 656 millions d'euros sur l'exercice 2024, compensé par -663 millions d'euros d'impact du rachat des titres Eramine)

La réconciliation de la trésorerie et équivalents de trésorerie du tableau de flux de trésorerie, avec l'endettement financier net du reporting du groupe Eramet se présente comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2025	30/06/2024	31/12/2024
Trésorerie et équivalents de trésorerie	595	1 130	631
Actifs financiers courants	151	463	282
Instruments financiers (Juste valeur de la dette)	8	(3)	14
Emprunts	(2 406)	(2 220)	(2 151)
Dettes d'obligations locatives (IFRS 16)	(64)	(81)	(73)
ENDETTEMENT FINANCIER NET - REPORTING	(1 716)	(711)	(1 297)

PRÉSENTATION ÉCONOMIQUE DU BILAN

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2025	31/12/2024
Actif immobilisé	3 890	3 943
Stocks	666	692
Clients	189	217
Fournisseurs	(332)	(384)
BFR simplifié	523	525
Autres éléments de BFR	(21)	(78)
BFR total	502	447
Instruments financiers dérivés	(15)	(8)
TOTAL ACTIF	4 376	4 382

<i>(en millions d'euros)</i>	30/06/2025	31/12/2024
Capitaux propres – part du Groupe	1 044	1 441
Minoritaires	716	698
Capitaux propres	1 760	2 139
Trésorerie et équivalents de trésorerie et autres actifs financiers courants	(754)	(927)
Emprunts	2 470	2 224
Endettement financier net	1 716	1 297
<i>Ratio endettement financier net/capitaux propres (gearing)</i>	98%	61%
Provisions et engagements liés au personnel	796	789
Instruments financiers dérivés	-	-
Impôts différés nets	104	157
TOTAL PASSIF	4 376	4 382

NOTE 4 Autres éléments du résultat opérationnel et intérêts minoritaires

Autres éléments du résultat opérationnel

(en millions d'euros)	1er semestre 2025	1er semestre 2024	Exercice 2024
Dépréciations d'actifs et pertes de valeur	(2)	(9)	(13)
Autres produits et charges opérationnels hors dépréciations	(29)	(13)	(32)
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	(31)	(22)	(46)

Dépréciations d'actifs et pertes de valeur

En 2025, le solde de 2 millions d'euros correspond aux coûts liés à l'abandon du projet Sonic Bay (ces coûts s'élevaient à 13 millions d'euros en 2024).

Autres produits et charges opérationnels hors dépréciations

Ils comprennent notamment 14 millions d'euros de coûts générés à la SLN, et 5 millions d'euros de dépréciation d'un crédit de TVA chez Eramine en Argentine.

Part des participations ne donnant pas le contrôle – intérêts minoritaires

(en millions d'euros)	% des minoritaires	Quote-part		Quote-part		Quote-part
		résultats	capitaux propres	résultats	capitaux propres	résultats
		1er semestre 2025	30/06/2025	Exercice 2024	31/12/2024	1er semestre 2024
À la clôture		(27)	716	(66)	698	(53)
Setrag	67,51%	(8)	(52)	(24)	(44)	(12)
Société Le Nickel-SLN	44,00%	(40)	149	(102)	90	(56)
Comilog S.A.	36,29%	21	596	69	631	20
Eramine Sud America ⁽¹⁾	0%	-	-	(14)	(1)	(6)
Grande Côte Opérations	10,00%	1	23	5	22	2

(1) En 2025, la ligne Eramine ne présente plus de participation ne donnant pas le contrôle. En effet, Eramet a procédé au rachat des titres d'Eramine détenus par le partenaire Tsingshan en octobre 2024 (49,9%), portant ainsi sa participation à 100%.

NOTE 5 Endettement financier net et capitaux propres

Endettement financier net

(en millions d'euros)	30/06/2025	31/12/2024
Emprunts	(2 406)	(2 151)
Emprunts auprès des marchés financiers	(1 191)	(1 092)
Emprunts auprès des établissements de crédit	(744)	(831)
Découverts bancaires et banques créditrices	(56)	(68)
Dettes financières de crédit-bail	(9)	(11)
Autres emprunts et dettes financières	(406)	(149)
Dettes d'obligations locatives	(64)	(73)
Instruments dérivés - Juste valeur de la dette	8	14
Autres actifs financiers courants	151	282
Trésorerie et équivalents de trésorerie	595	631
Équivalents de trésorerie	1	29
Trésorerie	594	602
ENDETTEMENT FINANCIER NET	(1 716)	(1 297)
Endettement financier net – part à plus d'un an	(2 064)	(1 883)
Endettement financier net – part à moins d'un an	348	586

Certains emprunts sont soumis au niveau du Groupe ou localement à des ratios ou *covenants* financiers. Au 30 juin 2025, les *covenants* sont respectés.

Variation des emprunts

(en millions d'euros)	1er semestre 2025	1 ^{er} semestre 2024	Exercice 2024
À l'ouverture	2 151	2 144	2 144
Nouveaux emprunts ⁽¹⁾	436	726	847
Remboursements d'emprunts	(121)	(281)	(482)
Variation des découverts bancaires	(12)	(3)	(29)
Variation des intérêts courus non échus	(2)	(37)	(8)
Variations de périmètre	3	0	-
Écarts de conversion et autres mouvements	(48)	(327)	(321)
À LA CLÔTURE – EMPRUNTS	2 406	2 223	2 151

(1) Les nouveaux emprunts correspondent principalement au nouvel emprunt obligataire de 100 millions d'euros et au tirage de la totalité de l'emprunt Glencore de 320 millions de dollars

Variation des dettes d'obligations locatives

(en millions d'euros)	1er semestre 2025	1er semestre 2024	Exercice 2024
À l'ouverture	73	83	83
Variations des dettes d'obligations locatives (IFRS 16)	(5)	(3)	(12)
Variations de périmètre	-	0	(0)
Écarts de conversion et autres mouvements	(4)	1	2
À LA CLÔTURE – OBLIGATIONS LOCATIVES	64	81	73

Capitaux propres

Le capital social d'un montant de 87 702 893,35 euros est composé de 28 755 047 actions ordinaires entièrement libérées dont la valeur nominale est de 3,05 euros.

NOTE 6 Besoin en fonds de roulement

(en millions d'euros)	31/12/2024	Variation BFR Tableau de flux	Variation dettes fournisseurs immobilisations	Écarts de conversion et autres mouvements	30/06/2025
Stocks	692	(13)	-	(13)	666
Clients	217	(26)	-	(2)	189
Fournisseurs	(384)	46	-	6	(332)
BFR simplifié	525	7	-	(10)	522
Autres éléments de BFR ⁽¹⁾	(77)	63	(14)	8	(20)
BFR TOTAL	448	70	(14)	(2)	502

(1) Comprend les dettes et créances fiscales et sociales, les autres actifs et passifs, les dettes et créances d'impôt exigibles et les créances et dettes sur immobilisations.

NOTE 7 Investissements

Acquisitions d'immobilisations

(en millions d'euros)	1er semestre 2025	1er semestre 2024	Exercice 2024
Investissements corporels de la période	233	280	665
Investissements incorporels de la période	8	9	22
Total investissements industriels	241	289	687
Variation des dettes sur acquisition d'immobilisations	(14)	16	(85)
TOTAL ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS – ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE	227	305	602

Variation des immobilisations corporelles

(en millions d'euros)	30/06/2025	30/06/2024	31/12/2024
À l'ouverture	2 846	2 236	2 236
Investissements de la période	233	278	663
Cessions de la période	(1)	(29)	(25)
Amortissements de la période	(103)	(81)	(204)
Dépréciations de la période	(32)	(31)	(62)
Reprise de dépréciations de la période	22	21	59
Variation valeur brute des actifs de démantèlement	(1)	(0)	(5)
Variation des immobilisations en location financement (IFRS 16)	-	3	3
Variations de périmètre	3	144	131
Hyperinflation	-	-	-
Écarts de conversion et autres mouvements	(111)	6	51
À LA CLÔTURE	2 856	2 545	2 846
• Valeurs brutes	6 914	6 477	6 813
• Amortissements	(3 717)	(3 508)	(3 612)
• Dépréciations pour pertes de valeur	(341)	(424)	(355)

Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location

(en millions d'euros)	30/06/2025	30/06/2024	31/12/2024
À l'ouverture	55	70	70
Variation des droits d'utilisation	5	4	8
Amortissements de la période	(10)	(9)	(18)
Écarts de conversion et autres mouvements	3	2	(5)
À LA CLÔTURE	53	67	55
• Valeurs brutes	137	143	129
• Amortissements	(84)	(76)	(74)

Immobilisations incorporelles et goodwill

(en millions d'euros)	30/06/2025	30/06/2024	31/12/2024
À l'ouverture	438	434	434
Investissements de la période	8	9	22
Cessions de la période	1	(0)	5
Amortissements de la période	(12)	(12)	(26)
Dépréciations de la période	(2)	(0)	(8)
Variations de périmètre	91	3	3
Écarts de conversion et autres mouvements	(20)	10	8
À LA CLÔTURE	504	444	438
• Valeurs brutes	850	763	766
• Amortissements	(296)	(267)	(277)
• Dépréciations pour pertes de valeur	(50)	(52)	(51)

Participations dans les co-entreprises et les entreprises associées

(en millions d'euros)	Pays	% détention	Quote-part		Quote-part		Quote-part	
			résultats	capitaux propres	résultats	capitaux propres	résultats	
			1er semestre 2025	30/06/2025	Exercice 2024	31/12/2024	1er semestre 2024	
Sociétés								
Strand Minerals – Weda Bay	Indonésie	38,7 %	36	360	166	389	98	
TOTAL PARTICIPATIONS DANS LES CO-ENTREPRISES ET LES ENTREPRISES ASSOCIÉES			36	360	166	389	98	

NOTE 8 Impôts

Impôt sur les résultats

(en millions d'euros)	1er semestre 2025	1er semestre 2024	Exercice 2024
Impôts courants	(61)	(59)	(117)
Impôts différés	16	(2)	23
PRODUIT/(CHARGE) D'IMPÔT SUR LES RÉSULTATS	(45)	(61)	(94)

Taux effectif d'impôt

(en millions d'euros)	1er semestre 2025	1er semestre 2024	Exercice 2024
Résultat opérationnel	(95)	(45)	51
Résultat financier	(75)	(86)	(175)
Résultat net avant impôts des sociétés intégrées	(169)	(131)	(124)
Taux courant d'imposition en France (en pourcentage)	25,83%	25,83%	25,83%
Produit/(Charge) d'impôt théorique	44	34	32
Effets sur l'impôt théorique : des différences permanentes entre le résultat comptable et le résultat taxable	(1)	(22)	48
• impôts sur distribution de dividendes (retenue à la source)	(6)	(4)	(6)
• du différentiel de taux courant des pays étrangers	6	4	15
• de crédits d'impôts	1	1	4
• des actifs d'impôts différés non reconnus ou limités	(88)	(81)	(187)
• d'utilisation ou l'activation d'actifs d'impôts différés antérieurement non reconnus	-	10	-
• des éléments divers	(1)	(4)	-
PRODUIT/(CHARGE) D'IMPÔT RÉEL	(45)	(61)	(94)
TAUX D'IMPÔT	-27%	-47%	-76%

Le taux d'impôt à - 27 % s'explique principalement par la limitation des actifs d'impôts différés, notamment ceux de la SLN et de l'intégration fiscale en France sur la période venant limiter l'effet impôt sur le résultat net de la période. Par ailleurs, le montant des impôts différés actifs au titre des déficits fiscaux de l'intégration fiscale France s'élève à 39 millions d'euros comme au 31 décembre 2024.

NOTE 9 Provisions

(en millions d'euros)

	30/06/2025	31/12/2024
À l'ouverture	694	711
Dotations (reprises) de la période	6	(34)
• dotations de la période	14	45
• (reprises) utilisées de la période	(8)	(79)
• (reprises) non utilisées de la période	-	-
Charges de désactualisation	4	14
Actifs de démantèlement	(1)	5
Écarts de conversion et autres mouvements	(4)	(2)
À LA CLÔTURE	699	694
• Part à plus d'un an	630	617
• Part à moins d'un an	69	76
Remise en état des sites et risques environnementaux	512	507
Personnel	18	21
Autres risques et charges	169	166

NOTE 10 Engagements hors bilan, autres engagements, passifs éventuels et autres informations

Engagements hors bilan

(en millions d'euros)	30/06/2025	31/12/2024
Engagements donnés	47	48
• Activités opérationnelles	47	48
• Activités de financement	-	-
Engagements reçus	54	52
• Activités opérationnelles	54	52
• Activités de financement	-	-

Autres engagements, passifs éventuels et autres informations

Les autres engagements, passifs éventuels et autres informations présentés dans le Document d'enregistrement universel 2024 au niveau de la note 16 « Engagements hors bilan, autres engagements, passifs éventuels et autres informations » de l'annexe aux comptes consolidés ont évolué comme suit :

Autres engagements

SLN conservation des droits miniers

Le Congrès de la Nouvelle-Calédonie a adopté le 5 février 2019 une loi de pays qui a modifié les dispositions de l'article Lp 131.12-5 du code minier et impartit aux opérateurs une exigence de reconnaissance exhaustive de la ressource, sous peine d'encourir la déchéance de leurs titres miniers.

Dès septembre 2019, la SLN a conduit des campagnes de reconnaissance par géophysique conformément aux nouvelles dispositions du code minier ; elle n'est, à ce jour, l'objet d'aucune notification d'ouverture de procédure administrative de retrait de ses titres miniers.

La SLN est engagée dans un processus continu de préservation et de conservation de ses titres miniers en fournissant aux autorités administratives décisionnaires tous les éléments d'appréciation de la mise en conformité de son domaine avec le dispositif réglementaire applicable.

Concession du chemin de fer Transgabonais – Setrag

Selon les termes de la convention de 2005, d'une durée initiale de trente ans, la société Setrag, concessionnaire, est tenue de remplir des objectifs de capacité d'exploitation (volume de marchandises et nombre de passagers). Le concessionnaire dispose de la liberté tarifaire. Son actionnaire principal, Comilog, est engagé à ce que les financements nécessaires aux investissements permettant d'atteindre les objectifs de capacité d'exploitation soient mis en place. Setrag et la République gabonaise ont signé le 16 octobre 2015 un avenant n° 1 à la convention de concession de la Gestion et de l'Exploitation du Chemin de Fer Transgabonais en vue de restaurer de manière durable la capacité technique du chemin de fer et la viabilité

économique du Concessionnaire. Cet avenant prévoit donc un plan d'investissements (Programme de Remise à Niveau – PRN) estimé à 316 millions d'euros sur huit ans dont 93 millions d'euros à la charge de l'État gabonais et 223 millions d'euros à la charge de Setrag. Les financements nécessaires à la réalisation de ce plan ont été mis en place sur l'exercice 2016. Les travaux de renouvellement de la voie ont débuté en 2017, et se sont intensifiés depuis. En outre, les travaux de restauration de la plateforme ferroviaire (« zones instables »), à la charge de l'État gabonais, ont démarré en 2018. Le 25 juin 2021, un avenant n° 2 à la convention de concession a été signé réévaluant le montant du PRN à 509 millions d'euros dont 158 millions d'euros à la charge de l'État gabonais et 351 millions d'euros à la charge de Setrag. Les travaux se sont poursuivis en 2022. Le 8 septembre 2021, un troisième avenant à la concession a été signé autorisant l'entrée de Meridiam à hauteur de 40 % du capital de la Setrag et la cession de 9 % du capital à l'État intervenue début 2022. L'avenant n° 3 à la concession entérine également une prolongation de 10 ans de la concession jusqu'en 2045. Les travaux se sont poursuivis en 2024 et devraient s'achever en 2028.

La date de fin de l'avenant 3 est 2024. L'avenant 4, en cours de négociation, prévoit sa prolongation fin 2028.

Autre engagement donné

Eramet a accepté de prolonger certaines garanties environnementales pour le compte de la SLN jusqu'au 31 décembre 2025 à hauteur de 49,5 millions d'euros.

Les autres passifs éventuels n'ont pas connu d'évolution majeure.

Passifs éventuels

Engagements donnés lors des cessions

Dans le cadre des cessions significatives intervenues notamment au cours de l'exercice 2023, Eramet a accordé un certain nombre de garanties ou d'indemnités spécifiques usuelles dont certaines ont été levées en 2024 et 2025 et conduisant à une reprise de provision nette de 4 millions d'euros en 2025. En fonction des estimations et

du jugement portés sur chaque item non finalisé à ce jour et pouvant conduire à une sortie de ressources à court ou moyen terme une provision pour risque a été constituée dans les comptes. Le montant résiduel est considéré comme un passif éventuel.

Autres informations

SLN : Energie, autorisations d'exploiter et garanties financières

Energie

Pour compenser la perte d'une tranche de la centrale B en mai 2021 et étant donné l'âge de cette centrale électrique ; la SLN a organisé la venue d'une centrale électrique sur barge : la Centrale Accostée Temporaire (CAT). Le 6 janvier 2023, la mise en service commerciale de la CAT a été prononcée. La durée réglementaire de son exploitation prendra fin le 22 novembre 2025.

Une demande de prorogation du délai d'exploitation de la centrale sur une durée indéterminée a été faite auprès des autorités compétentes.

Autorisations d'exploiter et Garanties financières

L'exploitation des centres miniers et de l'Usine de Doniambo nécessite l'obtention de garanties financières (selon les prescriptions du code minier et du code de l'environnement). Ces garanties sont données aux provinces de Nouvelle Calédonie pour une durée pouvant aller jusqu'à 5 ans historiquement. En 2024 La SLN a mis en place des cautions pour un montant total de 39,5 millions d'euros, relatives aux garanties environnementales des mines situées en province Nord dont la durée correspond à celle des arrêtés d'exploitation. Ce montant fait l'objet d'une immobilisation de trésorerie qui est reflétée dans les Autres actifs financiers non courants pour le même montant.

La garantie financière de l'Usine et celle des mines situées en province Sud ont été renouvelées jusqu'au 31 décembre 2025 par Eramet.

Pour ce qui est de la gestion des déchets et coproduits, l'autorisation d'entreposage à Doniambo des scories de désulfuration a été prolongée jusqu'à 2027. Leur expédition en Nouvelle-Zélande a démarré au second semestre 2019.

Concernant les exportations de minerai ; La SLN a obtenu le 16 avril 2019 l'autorisation d'exporter 3Mth en 2020 et un maximum de 4Mth de minerai de teneur moyenne 1,8%Ni à compter de 2021 et pour une durée de 10 ans. Ces autorisations ont été portées à 6Mth en février 2022. En 2025 la SLN a exporté 0.4 Mt ; les sites de la cote est n'ayant pu être réouvert.

Dans le cadre de la venue de la CAT, la SLN a fourni à la société KPS une garantie bancaire d'un montant de 15 millions USD enregistré pour 12,8 millions d'euros. Cet engagement est reflété dans les comptes en immobilisations financières.

NOTE 11 Événements postérieurs à la clôture

À la connaissance de la Société, il n'existe pas d'événement postérieur à la date de clôture.

NOTE 12 Base de préparation des comptes semestriels consolidés condensés

Principes généraux et déclaration de conformité

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes semestriels consolidés condensés du premier semestre 2025 sont établis en millions d'euros conformément aux dispositions de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire », et établis conformément au référentiel IFRS tel que publié par l'IASB (*International Accounting Standards Board*), et aux IFRS adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2025. S'agissant de comptes semestriels consolidés condensés, ils

n'intègrent pas toutes les informations et notes annexes requises pour les comptes consolidés annuels, à ce titre ils doivent être lus en association avec les comptes consolidés annuels du groupe Eramet au 31 décembre 2024. Ils comprennent toutefois une sélection de notes expliquant les événements et opérations significatifs en vue d'appréhender les modifications intervenues dans la situation financière et la performance du Groupe depuis les derniers états financiers annuels.

Évolution des normes et interprétations

Les principes et méthodes comptables appliqués pour les comptes semestriels consolidés condensés au 30 juin 2025 sont identiques à ceux utilisés dans les comptes consolidés au 31 décembre 2024, à l'exception des normes, amendements et interprétations IFRS tels qu'adoptés par l'Union européenne et l'IASB, d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025 (et qui n'avaient pas été appliqués par anticipation par le Groupe).

Ainsi le Groupe applique les normes et les amendements aux normes suivantes depuis le 1^{er} janvier 2025, qui sont sans impact significatif sur les états financiers consolidés condensés intermédiaires:

- modification d'IAS 21 – Absence de convertibilité (publié par l'IASB le 15 août 2023) ;

Réforme fiscale internationale : Pilier 2

En décembre 2022, l'Union européenne a publié la Directive 2022/2523 afin de mettre en oeuvre la réforme fiscale de l'OCDE. Cette directive s'applique en France à compter du 1^{er} janvier 2024. Dans ce cadre, l'IASB a publié un amendement à la norme IAS 12 - Réforme fiscale internationale – Modèle de règles du Pilier 2 applicable pour les exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2023, qui introduit une exemption temporaire obligatoire à la comptabilisation des actifs ou passifs d'impôts différés liés à cet impôt minimum. Le Groupe est dans le champ d'application du modèle de règles du Pilier 2 (également appelées « Règles globales de lutte contre l'érosion de la base d'imposition » ou « Règles GloBE »). Le Groupe a procédé à une évaluation de son exposition potentielle aux règles. Sur la base de l'évaluation effectuée, le Groupe ne s'attend pas à payer un impôt complémentaire pour l'exercice 2025. Par conséquent, l'exposition à l'imposition complémentaire au regard des Règles GloBE est estimée comme non significative.

Effet de la saisonnalité

Les différentes activités du Groupe ne sont pas soumises à des fluctuations saisonnières significatives.

Recours à des estimations et au jugement

Les jugements et estimations susceptibles d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et passifs au 30 juin 2025 sont identiques à ceux de l'exercice annuel précédent exposés dans les comptes consolidés de l'exercice 2024 présents dans le Document d'enregistrement universel 2024.

Périmètre de consolidation

Au 30 juin 2025, le périmètre de consolidation n'a pas subi de changement par rapport au 31 décembre 2024 à l'exception de l'entrée de Eramet Chili et de Georg Tveit consolidées toutes deux en intégration globale en 2025.

Particularités propres à l'établissement des comptes semestriels consolidés condensés

Avantages du personnel

La charge du semestre relative aux avantages postérieurs à l'emploi correspond à la moitié de la charge nette estimée pour l'exercice 2025, sur la base des données et des hypothèses actuarielles utilisées au 31 décembre 2024 et ajustée le cas échéant des événements non récurrents (modifications de régimes, réductions, liquidations). Au 30 juin, les écarts actuariels estimés sur la base d'une analyse de sensibilité sur les taux d'actualisation sont comptabilisés et imputés en capitaux propres (régimes à prestations définies) ou au compte de résultat (autres avantages à long terme), dès lors qu'ils sont considérés comme significatifs.

Impôts sur le résultat

La charge d'impôt (exigible et différée) de la période est déterminée à partir du taux effectif d'impôt estimé pour l'ensemble de l'exercice en cours au niveau du Groupe. Elle est ajustée des opérations propres au premier semestre.

Dépréciations d'actifs et pertes de valeur

Les tests de dépréciation pour les écarts d'acquisition et les actifs incorporels à durée de vie infinie sont réalisés de manière systématique au deuxième semestre.

En conséquence, lors de l'arrêté semestriel, des tests de dépréciations pour les actifs n'ont été réalisés qu'en cas d'identification d'indice de pertes de valeur.

Unités génératrices de trésorerie (UGT)

Au 30 juin 2025 le Groupe est divisé en six UGT : deux UGT dans la *Business Unit* Nickel (Minerai Nickel et Usine de Transformation de Nickel), une UGT Minerai de Manganèse, une UGT Alliages de Manganèse, une UGT Sables Minéralisés, et une UGT Lithium.



4

Rapport du commissaire aux comptes sur l'information financière semestrielle 2025

Période du 1^{er} janvier 2025 au 30 juin 2025

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Eramet S.A., relatifs à la période du 1er janvier 2025 au 30 juin 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le soutien apporté par l'Etat français à la SLN exposé dans la note 1 « Faits marquants du premier semestre 2025 - Poursuite des difficultés opérationnelles et financières au niveau de la SLN en Nouvelle-Calédonie dans une situation sociétale très instable » de l'annexe aux comptes semestriels consolidés condensés du groupe Eramet au 30 juin 2025.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels.

Les commissaires aux comptes,

Le 30 juillet 2025,

Paris La Défense
KPMG SA

Neuilly-sur-Seine
Grant Thornton

Jérémie Lerondeau
Associé

Laurent Genin
Associé

Jean-François Baloteaud
Associé

Alexandre Mikhail
Associé

Conception et Réalisation



Crédits photos : Brian Gauvan, Eramet



10, boulevard de Grenelle
CS 63205
F-75015 Paris
www.eramet.fr